



Le plan de relance et de reconquête du Grand Est

20/25

ÉDITO	
1 INTRODUCTION	4
2 UNE DÉMARCHE DE MOBILISATION GÉNÉRALE	8
3 UNE CRISE INÉDITE ET UN CONTEXTE D'OPPORTUNITÉS VERS LES TRANSITIONS	12
4 NOTRE VISION STRATÉGIQUE PARTAGÉE POUR LE GRAND EST	17
→ Trois défis, moteurs du changement	21
- Le défi écologique	22
- Le défi du numérique	24
- Le défi de l'industrie « 5.0 »	26
→ Trois engagements, l'esprit du changement	29
- Agir pour les potentiels humains, l'emploi, le bien-être et la qualité de vie	30
- S'appuyer sur des collectivités engagées, des territoires embarqués	32
- Mobiliser un capital de confiance, un capital de croissance	34
5 UNE MISE EN ACTION CONCRÈTE ET IMMÉDIATE	36
→ 80 actions concrètes	37
→ 40 projets structurants et projets dans les territoires	42
→ 12 propositions de simplification et d'expérimentation	55
6 CONCLUSION	57
7 ANNEXES	58

Édito

Dès le début de la crise sanitaire du COVID-19, nous avons réuni en audio conférence de manière hebdomadaire les principaux acteurs économiques de la région : chambres consulaires, fédérations professionnelles, syndicats d'employeurs, agences de développement, principales entreprises... Ces échanges ont permis de mesurer en temps réel les difficultés rencontrées, de déployer les dispositifs de soutien mis en place au plan national comme au plan régional, de répondre aux situations particulières évoquées et, en outre, de constituer autour de cette centaine d'acteurs économiques, des services de l'État et de ceux de la région un collectif reconnu et opérationnel.

Dès les premières réunions de cette instance informelle, la question des conséquences de la crise sur le tissu économique régional, la préparation de la sortie de crise et de la reprise de l'activité ainsi que la nécessité de consolider les atouts et la capacité économique de la région par une vision stratégique partagée et la convergence des initiatives se sont trouvés au coeur des échanges.

Face à ce constat, nous avons très vite souhaité engager avec les acteurs économiques de la région une démarche participative et partenariale de réflexion et de construction d'une stratégie de relance et d'un plan d'action susceptibles d'être mis en œuvre très rapidement pour accompagner la reprise de l'activité et susciter par des projets structurants son développement en s'appuyant sur l'attractivité du territoire régional et la transformation numérique, écologique, énergétique et industrielle du territoire.

Baptisée « Business Act Grand Est », cette démarche a été initiée dès le milieu du mois d'avril 2020 avec l'ensemble des acteurs économiques de la région. Sous l'égide des services de l'État, du conseil régional et avec l'appui de l'agence régionale d'innovation et de prospection à l'international, Grand E-nov, 4 personnalités expertes de dimension nationale, 22 groupes de travail thématiques présidés par un chef d'entreprise et un « comité des sages » ont élaboré cette feuille de route alimentée également par de très nombreuses contributions libres recueillies par le biais d'un site internet dédié. Au total, près de 600 personnes ont ainsi contribué à l'élaboration de ce « Business Act ».

Nous remercions vivement chacune d'entre elles de son engagement et de son enthousiasme face à un exercice inédit conduit en deux mois. Nous savons également pouvoir compter sur elles pour contribuer et veiller à la mise en œuvre des orientations retenues et pour les faire évoluer en fonction des besoins et constats que cette crise économique et social fera naître.

La stratégie et les grandes orientations de nos actions à venir sont identifiées, mais ce « Business Act » est appelé à s'inscrire dans un temps plus long, au service de la relance du Grand Est, de ses acteurs et de ses habitants.



Josiane CHEVALIER
*Préfète de la
région Grand Est*



Jean ROTTNER
*Président de la
Région Grand Est*

INTRODUCTION



L'HISTOIRE RETIENDRA QUE LA PANDÉMIE DE « COVID-19 » A GÉNÉRÉ UNE CRISE MONDIALE, BRUTALE ET INÉDITE, DONT LES CONSÉQUENCES, ENCORE PEU MESURABLES, SERONT DURABLES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, SOCIAL, SOCIÉTAL.

Le confinement de deux tiers de la population mondiale en moins d'un trimestre a généré un double choc, sur l'offre d'abord (approvisionnement, distanciation) et en retour sur la demande (confinement).

Avec pour conséquence immédiate, un nouveau cycle récessif où l'offre s'affaiblit (baisse des recettes, réduction du flux de trésorerie, faillite) et où la demande se voit touchée par une vague de licenciements. C'est globalement une contraction d'activité de 30% que l'économie mondiale a subi au cours de cette période.

Le confinement entré en vigueur dès le 17 mars a entraîné l'arrêt brutal de pans entiers de notre économie et le ralentissement des autres activités. **Malgré les aides et mesures exceptionnelles rapidement déployées par les autorités nationales, régionales et locales, cette crise sans précédent pose des difficultés majeures pour de nombreux secteurs d'activités**, pour l'insertion professionnelle des jeunes, pour la cohésion sociale et territoriale avec un impact très significatif sur l'emploi. Et ces difficultés iront, hélas, croissantes au cours des mois à venir.

Très tôt et massivement frappée par la crise sanitaire, **notre région partage ce diagnostic national.**

Un fort ralentissement économique aux conséquences sociales et humaines

Au plan national, avec 800 000 entreprises à l'arrêt et 10 millions de personnes en chômage partiel durant le confinement, la crise se traduit par un recul de 40% de l'activité et de 20% de la demande, tandis que l'INSEE affiche des prévisions de - 10% de croissance du PIB en 2020 (soit une perte de 250 Mds€) et une augmentation de la dette publique de 30 à 40%. Selon de récents travaux de la Banque de France, il faudrait attendre la mi-2022 pour que l'activité revienne au niveau de fin 2019. Plus de deux ans seront ainsi nécessaires pour effacer les effets de la crise.

C'est bien l'une des pires récessions de son histoire qui attend l'économie française en 2020, selon le FMI. Le PIB français devrait chuter, selon les différentes prévisions (Banque de France, OCDE, FMI), d'entre -10,3% et -12,5% en 2020.

Plus grave encore, « la perte d'activité resterait substantielle fin 2022 » par rapport à ce qui se serait passé sans la pandémie, si le PIB avait progressé à un rythme normal. « Cette perte traduirait en partie un déficit de demande mais aussi une réduction du potentiel d'activité ». Le chômage devrait en effet grimper très vite. A la mi-2021, le pays compterait 1 million de personnes sans emploi en plus par rapport à la fin 2019, et le taux de chômage culminerait à 11,5% au premier semestre 2021.

Taux de chômage en France

(BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au premier trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleu.

Notre région est très touchée : l'activité était inférieure d'un tiers durant le confinement par rapport à la normale, plus d'un salarié du privé sur deux était couvert par l'activité partielle et notre économie a enregistré un recul de 31,5%. Elle est la quatrième région de France la plus touchée, après la Bretagne, les Hauts-de-France et la Nouvelle-Aquitaine, conséquence, pour une bonne part, du poids économique important de son industrie, qui représente 20% de son PIB (16,6% en France, hors région parisienne) et près de 300 000 emplois. Le Grand Est devrait ainsi subir des pertes de valeur ajoutée de l'ordre de 15 Mds€.

Par ailleurs, la crise sanitaire a clairement mis en exergue dans plusieurs de nos secteurs économiques **la vulnérabilité de certaines entreprises du territoire, du fait de leur forte intégration avec leurs fournisseurs à l'étranger**, et plus particulièrement en Asie du Sud Est.

Sur le plan humain, après l'épreuve de la pandémie, la crise a engendré des difficultés personnelles et professionnelles pour de nombreux habitants de notre région. Un accroissement massif du chômage est ainsi redouté, qui pourrait atteindre près de 100 000 personnes dans notre région au cours des prochains mois.

La situation des jeunes est elle aussi particulièrement préoccupante et retient toute notre vigilance. 55 000 d'entre eux entreront en effet en septembre prochain, à l'issue de leurs études, sur un marché de l'emploi très dégradé. Parmi eux, 15 000 ayant suivi une formation de second cycle professionnel (formations en lycées) ainsi que 13 000 apprentis terminant leur cycle de formation. A ces chiffres, **il faut ajouter les quelques 10 000 jeunes ayant quitté cette année le système de formation sans aucune qualification.** De même, le défi sera grand pour ceux qui, poursuivant des formations comprenant des stages ou des périodes d'immersion en entreprises se trouveront dans l'incapacité de réaliser l'entièreté de leur cursus.

Face aux multiples urgences sanitaires et économiques, le Grand Est, avec l'ensemble de ses forces vives, publiques et privées, a su faire preuve d'une **mobilité, d'une solidarité et d'une réactivité exemplaires**, avec notamment la mise en place, par la Préfecture de région et la Région, de la « **Cellule Covid 19** ». Réunie chaque semaine au plus fort de la crise, elle a permis de réagir sans délai et d'apporter des réponses collectives aux difficultés des acteurs économiques du territoire et de travailler à l'après-crise.

55 000 jeunes sont attendus en septembre prochain sur un marché du travail très dégradé...

La réponse des pouvoirs publics – Etat, Région, collectivités – a été immédiate et massive, représentant plus de 7,5 milliards d'euros d'aide financière mobilisés en moins de 4 mois pour accompagner les entreprises et acteurs du territoire :

6,15 Md€

de prêts garantis par l'Etat au bénéfice de 35 793 entreprises

822 M€

versés pour l'activité partielle, couvrant 530 778 salariés dans 76 578 établissements

297 M€

au titre du fonds de solidarité

200 M€

de financements disponibles dans le cadre du Prêt Rebond

44 M€

engagés au titre du Fonds Résistance*.

*Doté grâce au concours des EPCI, CD de la région et de la Banque des territoires.



Cette intervention sans précédent a permis de parer à l'urgence mais ne doit pas masquer les profondes difficultés que nous allons traverser dans les mois et les années à venir.

Le temps d'une action globale de relance et de reconquête est venu.

Dans ce contexte, de nombreux enjeux et défis s'imposent à nous. La nécessité de faire **évoluer notre modèle économique** a désormais le caractère d'une évidence. L'Etat et la Région, après s'être mobilisés de concert pour soutenir les secteurs et les acteurs économiques les plus fragilisés, ont décidé d'élaborer conjointement et sans délai une stratégie régionale volontariste et ambitieuse. Dénommée « **Business Act Grand Est** », elle associe dans sa construction toutes les forces vives de notre territoire et tous nos concitoyens volontaires. La crise sanitaire ayant démontré la force et **l'efficacité d'une intelligence collective**, c'est ensemble que nous trouverons les ressorts et l'audace d'un nouvel élan et de nécessaires ruptures.

Ainsi établi en large concertation, le Business Act Grand Est est une démarche inédite par bien des aspects : pragmatique, agile et adaptable, elle se poursuivra dans le temps pour intégrer et répondre à toutes les évolutions. Par ailleurs, pour gagner en efficacité et démultiplier ses effets, **elle s'inscrit en pleine synergie avec les plans et dispositifs nationaux et européens**, qu'ils soient de relance ou d'avenir, à l'instar du Programme des investissements d'avenir (PIA) en France ou du « Pacte vert pour l'Europe » (« Green New Deal ») de l'Union européenne.

Le dialogue avec les départements et les parlementaires du territoire est également une des modalités de construction et de mise en œuvre du Business Act Grand Est.

Sur le fond, tirant parti de la crise, véritable « accélérateur de changements », le Business Act Grand Est pose des voies nouvelles et porteuses de développement et d'attractivité pour tous nos territoires, afin de bâtir, en confiance et avec des modalités revues et simplifiées, **un nouveau modèle de développement régional.**

L'élaboration d'**un modèle fondé sur la transformation écologique, numérique et industrielle** ne saurait plus être différée davantage. Un modèle dont nous affirons qu'il sera en résonance avec l'identité forte du Grand Est. Le Business Act Grand Est valorise et tire parti de toutes les forces et spécificités économiques, scientifiques et sociales de notre région, de sa capacité à innover, du savoir-faire de ses habitants et de l'énergie de ses territoires, et bien sûr de son positionnement transfrontalier unique en Europe.

Enfin, cette **démarche a une portée très opérationnelle**. Elle se traduit par la mise en œuvre d'actions concrètes et de projets structurants : **dans une première phase de relance**, pour apporter un soutien immédiat à l'activité sous toutes ses formes et donc à l'emploi en Grand Est ; **dans une phase de reconquête**, pour préparer et conduire dès maintenant le renouveau économique et social de notre région, et ainsi faire du Grand Est un territoire pionnier et d'excellence en France et en Europe.

UNE DÉMARCHE DE MOBILISATION GÉNÉRALE



Le Business Act Grand Est, une démarche participative sans précédent, une dynamique à faire vivre et une force pour le Grand Est.

Concrètement, il s'agit de favoriser un dialogue plus fluide et plus régulier entre entreprises de toutes tailles, collectivités territoriales et services de l'Etat, et de faire émerger des synergies ainsi que des actions et des initiatives partagées à caractère très opérationnel.

Pour élaborer le document Business Act Grand Est, les 7 modalités suivantes ont été mises en place :



1 Un cycle unique de 4 Masterclass de très haut-niveau

animé par Josiane Chevalier et Jean Rottner pour intégrer rapidement le meilleur état de l'art des révolutions numériques, environnementales et industrielles et comprendre le cadre macro-économique mondial, européen et national dans lequel la région s'inscrit.



2 Un Groupe contact (GC)

composé d'industriels, experts, élus, permet la synthèse et la coordination des travaux. Il a pour missions principales de :

- proposer les grandes orientations stratégiques
- synthétiser les travaux des groupes thématiques
- coordonner la démarche auprès de la Préfète et du Président de la Région Grand Est.



3 22 Groupes Thématiques (GT)

qui ont permis de proposer une feuille de route post-COVID à court et moyen termes : enjeux à dépasser, objectifs stratégiques, premières actions concrètes et premiers éléments de cadrages budgétaires.



4 Des contributions libres

adossées à une site internet, qui permettront à un maximum d'acteurs économiques régionaux de s'exprimer sur www.grandest-ba.fr



5 Le comité des Sages

regroupant le CESER, les chambres consulaires, les filières, les organisations syndicales, les organisations d'employeurs et les Conseillers du Commerce Extérieur de la France.



6 Un échange avec le Conseil régional des Jeunes

(voir page suivante)



7 Un dialogue avec les 10 Présidents des Conseils Départementaux du Grand Est et la représentation nationale des 79 Parlementaires du Grand Est



A noter qu'en raison du calendrier électoral concomitant, il n'a pas été possible à ce stade de mobiliser les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés.

Business Act en chiffres

4 masterclass
animées par des experts
de haut niveau

1 masterclass
interactive
spéciale jeunesse

22 groupes thématiques

présidés par **22 chefs d'entreprises**,
22 élus régionaux, **22 représentants
de l'Etat** et ayant mobilisé plus de
600 décideurs économiques qui se sont
réunis au moins trois fois,



6 réunions du Groupe Contact

composé d'une **trentaine de chefs
d'entreprise et experts locaux et nationaux**
et **co-animé par la région et la préfecture
de région** qui s'est réuni à 5 reprises

1 comité des sages
composé des **3 chambres consulaires**, du
CESER et des **grandes filières stratégiques**
présentes en région



80 réunions
au total

1000
acteurs
impliqués dans la démarche

La mobilisation a aussi été numérique avec
une forte fréquentation du site internet :
www.grand-est-ba.fr

9 000 visites
visites uniques depuis son
lancement début mai

→ **30 000 pages lues**

Plus de
700 auditeurs
en direct live pour les
5 masterclass



Toute cette mobilisation a généré plus de

250 contributions et actions,

de court terme à effet immédiat et de reconquête à
court moyen terme, dont l'essentiel, après un travail de
rapprochement, de priorisation et d'affinement mené par la
gouvernance est ici reprise.

Le Conseil régional des Jeunes du Grand Est

Le Conseil régional des Jeunes du Grand Est a partagé avec le Président et la Préfète ses préoccupations sur des sujets en lien avec la démarche du Business Act Grand Est :

→ Il affirme sa volonté de voir les politiques publiques prendre en compte de manière plus forte le respect de l'environnement et la biodiversité. Des mesures fortes sont attendues en milieu urbain, avec des politiques plus volontaristes en matière de transports et d'autopartage. Il souhaite une évolution des politiques en matière d'agroalimentaire et de distribution, avec un accent mis sur les circuits de proximité et le consommateur local.

→ Il salue l'efficacité du lycée 4.0 et préconise des dispositifs plus volontaristes et marqués pour lutter contre la fracture numérique (égalité numérique dans les foyers, mais aussi dans les entreprises).

→ Les politiques de la formation, de l'emploi sont une préoccupation majeure pour le Conseil régional des Jeunes. Les démarches en matière de stage restent trop compliquées. L'emploi est aussi un sujet d'inquiétudes face à l'ampleur des difficultés économiques qui s'annoncent à la rentrée. La montée en compétences dans les formations universitaires est questionnée et la précarité étudiante est soulignée, avec là aussi une attente d'intervention publique pour apporter des solutions plus coordonnées.

→ Il regrette la fermeture unilatérale de leurs frontières par les pays voisins pendant la crise du COVID. Cette déception est atténuée par les exemples de coopération médicale qui ont permis de montrer une belle entente. Le conseil reste en attente de la construction de liens plus forts et d'un engagement transfrontalier qui repose aussi sur la confiance et la solidarité.



Grand Est

2^e axe : Renforcer les liens avec le monde de l'entreprise

Table ronde : Trouver un stage ou un contrat d'apprentissage sans diplôme ?

Maria ADAM - Paris Emmanuel CHOLLET -
Hassam Khouja/DAVID ADZOUZI

Moderateur : Kevin PERDON

Grand Est
LE VILLAGE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

Grand Est
Le Village Champagne-Ardenne Lorraine

UNE CRISE INÉDITE ET UN CONTEXTE D'OPPORTUNITÉS VERS LES TRANSITIONS



La crise mondiale issue de la pandémie du « Covid 19 » interroge nos modes de production et de consommation et appelle à s'adapter urgemment aux crises sanitaires, climatiques et écologiques qui se multiplient désormais.

Cette crise nous impose de mettre en œuvre rapidement tous les moyens de répondre aux grands défis du XXI^{ème} siècle : la transition écologique, la transformation numérique et la mutation de notre industrie. Ces défis ne sont pas nés avec la crise, ils nous étaient connus. Désormais, leur urgence nous oblige.

Aussi, le Business Act Grand Est **fait tout naturellement de ces trois défis les moteurs du changement** à conduire pour la compétitivité de notre région. De par leur nature transversale, ils s'appliquent à tous les secteurs d'activités, à tous les territoires, aux entreprises comme aux associations et aux administrations.

Au-delà de notre forte capacité de mobilisation collective, les mois passés ont été **catalyseurs de comportements nouveaux et de prises de conscience positives qu'il convient de faire perdurer et d'amplifier**. On citera l'émergence de pratiques agiles en termes de fonctionnement et de prise de décision par les organisations publiques et privées, et le développement spontané de modes de production, de distribution et de consommation profondément renouvelés.

De même, la période de confinement a mis en lumière l'importance du numérique et de la donnée et appellent à **renforcer notre maîtrise de ces domaines stratégiques**.

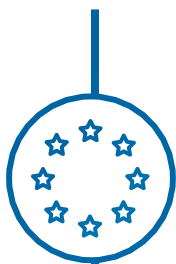
Enfin, le retour du local et des circuits de proximités se sont affirmés comme une évidence. Les restrictions imposées en matière d'importation ont mécaniquement encouragé nos concitoyens à se tourner vers les productions locales, notamment en matière agricole.



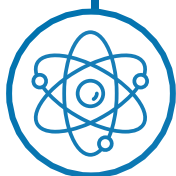


Le Grand Est, un territoire riche d'un fort potentiel

Ayant fait preuve de résistance durant l'épreuve de la pandémie, notre région est aujourd'hui en capacité d'affirmer sa détermination pour l'avenir. **Avec son histoire, ses territoires, ses habitants et sa situation géographique transfrontalière**, elle présente des singularités fortes et enracinées, qui sont autant d'avantages comparatifs sur lesquels fonder le socle de son développement futur.



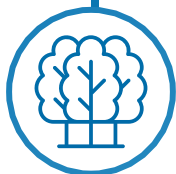
Première région européenne et transfrontalière de France, le positionnement stratégique de la région au coeur de l'Europe lui confère une vocation et un rôle particuliers. Outre ses plus de **700 km de frontières** partagées avec 4 pays, dont la totalité de la frontière franco-allemande, ses 162 000 travailleurs frontaliers (45% des travailleurs frontaliers de France), et sa pratique ancienne et éprouvée des relations transfrontalières en partie due à la pratique de la langue du voisin, le Grand Est bénéficie de **la proximité de la grande dorsale européenne** qui, de Londres à Milan avec ses 70 millions d'habitants, est le centre politique et économique de l'Europe.



Région de forte tradition industrielle, elle est aujourd'hui la 2e région industrielle de France (hors-Ile de-France), avec des spécificités fortes dans de nombreuses filières, dans l'automobile, l'énergie et l'agroalimentaire, ainsi que **l'une des premières régions agricoles, viticoles et forestières de France.**



Elle dispose d'un **écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation solide**, à la qualité et aux compétences reconnues, largement ouvert à l'international, performant, dynamique et articulé avec l'écosystème industriel.



Elle est dotée d'un **riche patrimoine historique, naturel, environnemental, culturel et paysager, auquel ses habitants sont fortement attachés.** Ce patrimoine participe de son identité, de sa qualité de vie, tout en étant un atout majeur pour l'attractivité de ses territoires, notamment sur le plan économique et touristique.



Enfin, **l'une des grandes forces de notre région tient à ses habitants, à sa jeunesse, à ses savoir-faire, à la qualité de sa main d'œuvre, véritable « signature Grand Est »** dont la signification prend aujourd'hui, et pour l'avenir, une résonance particulière.

Notre région a réalisé ces dernières années des schémas stratégiques ambitieux - à l'instar de son schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), de son schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), bientôt de son schéma régional enseignement supérieur recherche et innovation (SRESRI). Autant de réflexions qui l'ont préparé à relever les défis de l'avenir

Le Business Act Grand Est : une vision stratégique pour « faire région »

Il s'appuie sur 3 défis, moteurs de changement qui, conjugués à nos secteurs industriels et à nos territoires, constituent une nouvelle approche pour créer de la valeur ajoutée :

Une région :

- à la pointe de la transition écologique et énergétique ;
- qui accélère sa transformation numérique ;
- engagée dans sa transformation industrielle.

Pour relever ces défis, moteurs de transformation, trois dimensions clés :

- **Restaurer la confiance** des acteurs économiques, des territoires et des citoyens ;
- **Donner envie de Grand Est** : s'appuyer sur les potentiels industriels, culturels, touristiques, naturels, d'une région dont les acteurs ont tant à gagner ensemble ;
- **Créer de la richesse pour tous à court terme et pour l'avenir** : construire la relance et préparer la reconquête de notre économie.



© luckyvector / Istock

En conclusion

Notre vision commune est de « faire du Grand Est une terre d'audace, d'anticipation et d'innovation, une grande région de référence au cœur de l'Europe, laboratoire et vitrine des transformations écologiques, industrielles et numériques, forte de son capital humain. » Cette vision est d'ailleurs confortée par l'initiative parallèle « Ma région Demain » conduite par le Conseil régional (voir encadré ci-contre).

« Ma région Demain » pour dessiner ensemble l'avenir du Grand Est

« La gestion de la crise et de ses conséquences est une affaire collective et citoyenne sur le plan social, économique, environnemental et sociétal. Plus que jamais, nous tenons à maintenir avec nos habitants un dialogue constructif pour relever ensemble le défi de la région de demain ». Jean Rottner, Président de la Région Grand Est.

La crise du COVID-19 amène à repenser l'avenir avec ambition et humilité. Il s'agit de réinterroger les modes d'actions et les priorités des politiques publiques et de mettre en avant les initiatives innovantes, solidaires et inspirantes portées par de nombreux citoyens. L'avenir de notre territoire requiert la mobilisation de toutes et de tous face aux bouleversements sociaux, économiques, environnementaux et sociétaux engendrés par la crise dans notre région, particulièrement touchée par l'épidémie.

« Ma région Demain », c'est une démarche de participation citoyenne pour préparer l'avenir, réfléchir aux politiques publiques. Elle permettra à tous les habitants du territoire à partager leurs idées et leurs attentes : ce qui doit changer, évoluer, mais aussi ce qui est positif.

La première enquête en ligne s'est tenue sur le site dédié en mai et juin 2020. Intitulée « La crise et vous », elle a entraîné plus de 500 réponses et 300 contributions écrites ont été déposées dans la boîte à idées « Ma région demain ».

Ses tendances rejoignent et enrichissent le Business Act Grand Est.

**NOTRE VISION
STRATÉGIQUE PARTAGÉE
POUR LE GRAND EST**



Le plan en action

Si notre territoire et toutes ses forces vives ont immédiatement fait preuve de résistance à la crise, avec notamment la mise en œuvre de politiques et dispositifs ciblés, il n'en demeure pas moins que **cette crise est aussi une réelle opportunité pour adapter sans délai notre région aux défis du 21^{ème} siècle** révélés avec force au cours de ces derniers mois : la transition écologique, la transformation numérique et l'affirmation de notre industrie vers le « 5.0 », à savoir l'industrie du futur augmentée de l'humain et respectueuse de l'environnement.

Ces défis, incontournables, sont donc les trois moteurs du changement qu'il nous faut conduire pour fonder le développement de notre région sur **un nouveau pacte économique et social réinventé**. Un modèle créateur de croissance et d'attractivité européenne pour nos secteurs d'activités et nos territoires, en même temps que de bien-être pour nos concitoyens, en privilégiant en particulier les investissements dans la santé et la transition écologique.

L'efficacité de notre démarche et l'atteinte de notre ambition reposent sur **la mobilisation et l'engagement de toutes les forces vives du Grand Est** pour incarner ces défis grâce à un effort collectif et solidaire et sur une capacité d'investissements confortée et fondée sur la confiance.

Dès lors, le Business Act Grand Est s'ordonne autour de :

Trois Défis, moteurs du changement

- Le défi écologique
- Le défi du numérique
- Le défi de l'industrie 5.0

Trois Engagements

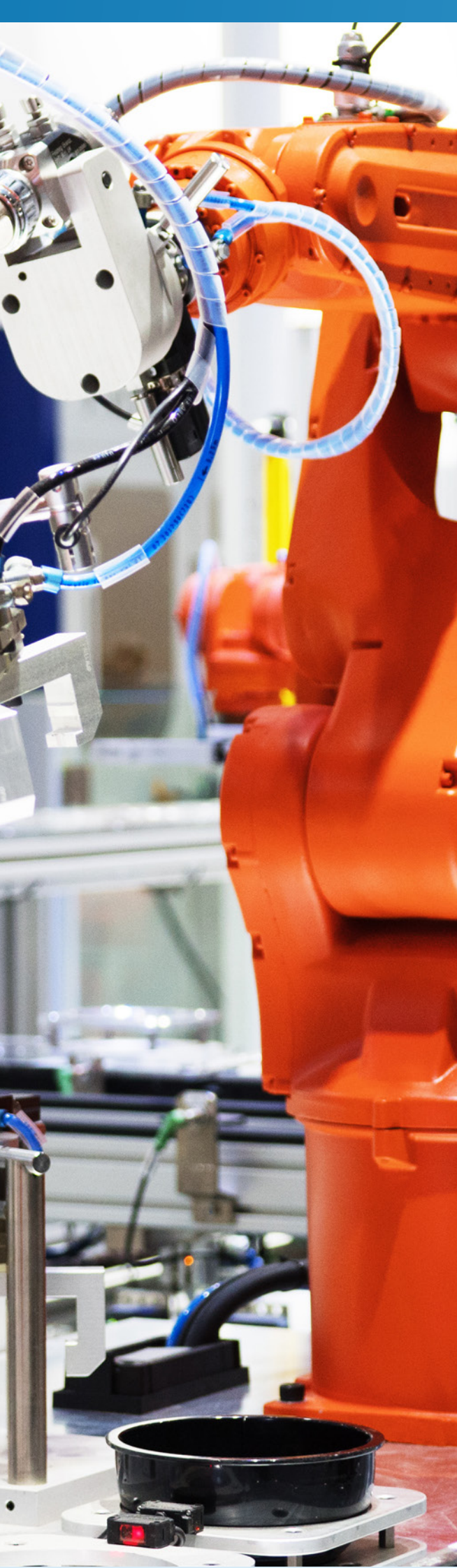
- Agir pour les potentiels humains, le bien-être et la qualité de vie
- S'appuyer sur des collectivités engagées, des territoires embarqués
- Mobiliser un capital de confiance, un capital de croissance

80 actions

40 projets

12 propositions de simplification et des expérimentations



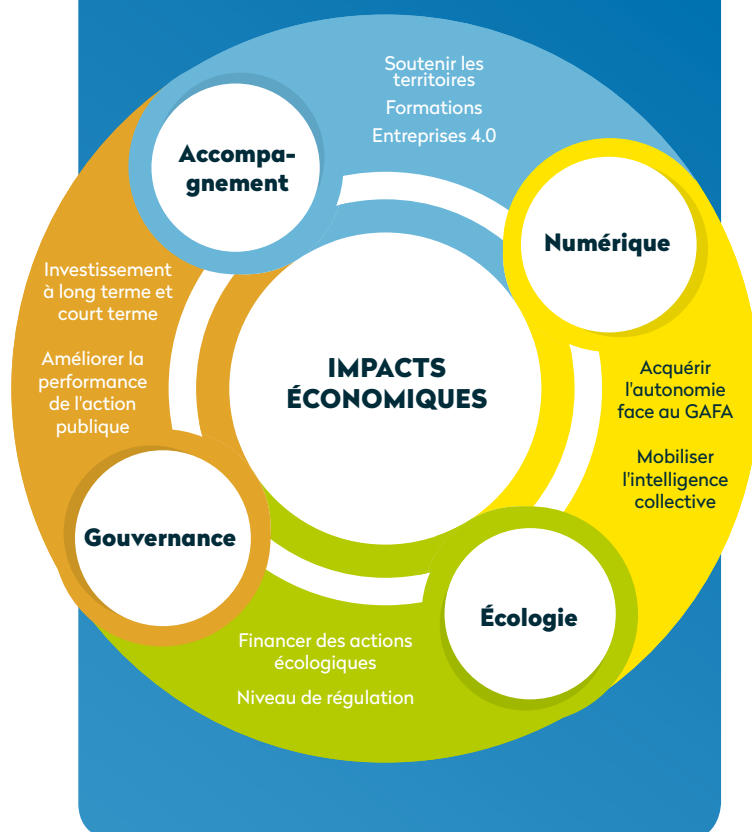


Bon à savoir

L'intelligence artificielle au service de la relance de la région Grand Est

Les réflexions émanant des groupes de travail ont été analysées par un outil d'intelligence artificielle, avec trois objectifs : mesurer la pertinence des actions (à chaque problème repéré correspond au moins une action), leur cohérence (les attentes les plus fortes des groupes de travail ont bien été priorisées) et repérer des croisements possibles entre solutions émanant de groupes thématiques différents.

Toutes les contributions pour le Business Act ont été analysées par une startup issue du CNRS Grand Est, celles des groupes thématiques comme les contributions libres ou encore d'autres idées de nos concitoyens. Les 4000 problématiques et les 5000 solutions qui en émergent peuvent être résumées en un schéma ci-dessous, en pleine cohérence avec le Business Act.





TROIS DÉFIS, MOTEURS DU CHANGEMENT

Le constat est unanime : il est nécessaire de transformer notre modèle en conciliant reprise économique et compétitivité avec les impératifs liés à l'urgence climatique et écologique.

Ceci implique d'intégrer, dans toutes nos politiques et initiatives, les trois transitions écologique, numérique et industrielle. Ces transitions sont encore pour nous des ambitions à atteindre mais elles sont aussi des leviers, des moteurs de notre développement.

Telle est la nouvelle clé du modèle industriel, économique et social, que nous voulons pour le Grand Est de demain : plus vertueux, plus territorial, plus souverain, et surtout plus humain.

Des défis simples et des actions claires, les leviers du changement :

- **Le défi écologique**
- **Le défi numérique**
- **Le défi de l'industrie « 5.0 », soit l'industrie 4.0 augmentée de l'homme et de l'écologie**



Le défi écologique

Le « jour du dépassement » de la planète arrive chaque année un peu plus tôt et aujourd'hui, il faudrait « 1,8 planètes Terre » pour tenir le rythme de notre consommation actuelle de ressources. Nous sommes plus que jamais face à une urgence écologique, environnementale et climatique.

Les Accords de Paris marquent un véritable tournant avec la signature d'un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, visant à maintenir le réchauffement mondial en deçà du seuil de 2°C, conformément aux préconisations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

L'Union Européenne, qui a un rôle moteur dans cette dynamique, vient de lancer le Pacte Vert pour l'Europe, le *New Green Deal*, en s'engageant dans une politique pour rendre l'économie de l'Union Européenne durable, grâce à une feuille de route qui doit permettre d'atteindre collectivement l'objectif de neutralité carbone en 2050.

Le 29 juin dernier, 146 des 149 propositions de la Convention citoyenne pour le climat ont été approuvées par le Président de la République. L'objectif est de réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 conformément à la stratégie nationale bas carbone et de l'accord de Paris sur le climat. Ces propositions s'organisent autour de 4 piliers, dont le défi de **placer l'écologie au cœur du projet économique afin de réconcilier performance économique et vertus écologiques.**

Force est de constater que l'ensemble de ces mesures doivent désormais se décliner au plus près des territoires et des citoyens.

Le défi environnemental est au cœur des priorités de l'État et de la Région et l'objet central du SRADDET, autour d'objectifs ambitieux en termes de transition énergétique, d'environnement et de biodiversité, avec la volonté de « faire du Grand Est une région à énergie positive et bas carbone à horizon 2050 ». Le développement d'un modèle énergétique durable par la diversification du mix énergétique régional, la meilleure valorisation des richesses naturelles par le développement d'une agriculture durable sont des objectifs clés au service de cette ambition.

La crise actuelle est l'occasion d'accélérer et renforcer cette dynamique en faisant converger les enjeux économiques et environnementaux, en contribuant à la relance de l'activité à court terme et en réduisant la sensibilité à des crises futures. L'enjeu est d'aborder le développement durable de manière pragmatique au travers de la relance pour traduire le SRADDET en actions créatrices d'activité et d'emploi.

Répondre au défi climatique et environnemental, c'est également préserver la santé en réduisant nos fragilités face à des menaces sanitaires, notamment par l'amélioration de la qualité de l'air et la réduction de la précarité énergétique.

C'est pour cela que la transition écologique et énergétique, attente forte des citoyens et impératif partagé par l'Union Européenne, l'État et la Région, concerne tous les secteurs de manière transversale et constitue l'un des trois défis, sans doute le premier, de la relance économique et du Business Act Grand Est, aux côtés de la transformation numérique et de la performance industrielle.

Investir dans l'environnement et sa protection est un facteur de création de valeur et de richesse majeur. Aujourd'hui plus encore, ce Business Act se positionne en soutien des entreprises et des territoires dans la transition écologique tout en préservant le capital industriel des filières bas-carbone, en adaptant notre économie aux dérèglements climatiques.



Les principaux leviers d'actions pour accélérer la transition écologique sont :

- S'inscrire dans la transformation de nos modèles via la bioéconomie
- Accompagner la décarbonation de l'économie (notamment en soutenant l'utilisation de matériaux biosourcés et le développement de véhicules lourds propres...)
- Investir massivement dans les nouvelles solutions énergétiques,
- Développer un modèle agricole entre agriculture biologique et agriculture conventionnelle
- Encourager les circuits de proximité,
- Développer l'économie circulaire
- Réaffirmer l'importance de la filière bois et forêt afin d'en faire atout pour l'avenir

L'action de ce plan pour garantir une relance durable de l'économie s'appuie sur trois piliers :

- L'investissement et le financement des projets de transition écologique
- L'accompagnement des entreprises dans leur parcours de transition énergétique, environnementale et d'économie circulaire, via un « Institut dédié », ouvert et mobilisant sur nos territoires une communauté d'acteurs – offreurs de solutions et intégrateurs – en capacité de répondre aux besoins de nos entreprises régionales
- Le soutien aux marchés émergents de la transition bas carbone et l'accompagnement à la reconversion industrielle en conséquence : électromobilité, hydrogène etc.

Dans son approche, le Grand Est s'appuie à la fois sur une stratégie de spécialisation sur la base de ses savoir-faire locaux, mais également sur un positionnement sur des secteurs prioritaires pour développer certains champs d'expertise reconnus et générer ainsi de l'activité économique, par la création de nouvelles filières industrielles et d'un écosystème de PME innovantes.

Des premières pistes ont d'ores et déjà été identifiées :

- Agriculture durable
- Mobilité verte
- Bâtiment bas-carbone : construction à énergie positive et rénovation du bâti existant
- Production d'énergies renouvelables
- Efficacité énergétique et économie circulaire dans l'industrie
- Nouveaux modes de consommation : tourisme durable, circuits-courts
- Biodiversité et eau

Afin de répondre à ce défi de manière collective et partenariale, l'enjeu est de favoriser l'émergence et de soutenir des projets structurants à fort impact en termes de création d'activité économique et d'emplois, et de transition écologique. C'est un des objectifs majeurs du Business Act.



Le défi du numérique

La transition numérique est au cœur de la transformation de l'économie, des territoires et de la société.

Le numérique a montré, durant la crise sanitaire, aux yeux de tous qu'il assurait un service essentiel en permettant à notre société, dans son ensemble, d'être résiliente. Il a montré sa grande fiabilité et toutes ses potentialités dans un contexte qui a pu évoluer de façon brutale.

La Commission européenne place le numérique au centre de sa stratégie afin qu'il soit profitable à tous et permette à l'Europe de conserver « son leadership industriel et sa compétitivité économique » selon les termes de Thierry Breton – Commissaire européen au Marché Intérieur.

Le marché du numérique (TIC) représente 3,89% du PIB en France et environ 700 000 emplois. En Grand Est, le numérique représente 34 000 emplois, soit 4,8% des emplois nationaux du secteur, là où pour les autres secteurs le poids de la région se situe autour de 8%, ce qui nous classe dans le peloton de queue des régions numériques. Le rattrapage, et directement au meilleur état de l'art, est déjà un premier défi à relever.

Il faut cependant une volonté politique forte pour atteindre les deux grands défis de cette transition ; la résilience, certes, mais aussi la nécessaire souveraineté numérique.

La souveraineté numérique consiste en une « liberté sécurisée », c'est-à-dire le fait d'être autonome tout en étant protégé. Il importe donc que notre territoire, et l'ensemble de ses acteurs, s'engage dans cette ambition d'indépendance et de confiance dans le numérique.

La souveraineté numérique européenne est à reconquérir face aux géants américains et chinois...

La transition numérique s'adresse naturellement aux entreprises, aux citoyens et aux territoires. En cela elle est par essence inclusive, et doit être à la portée du plus grand nombre. Cette tendance de fond, qui construisait le monde d'hier, s'est accélérée ces derniers mois et façonne le monde de demain avec de nouveaux modes d'organisation, de travail, de vie personnelle et de nouveaux usages qui s'imposent de façon progressive, naturelle et universelle (dématérialisation, télétravail, e-commerce, e-éducation, télé-médecine, santé numérique, agriculture ...). **La politique volontariste conduite pour assurer le Très Haut Débit sur l'ensemble du territoire assure l'architecture de base indispensable à ces transformations.**

Cette transition numérique, qui transforme également les modes de production et les modèles économiques, est source de croissance et de création d'emplois, de productivité et de valeur ajoutée pour notre territoire. **L'enjeu est de faciliter la mise en relation entre acheteurs et offreurs de solution dans la région,** afin que la transformation numérique ait un effet d'entraînement considérable sur l'économie régionale.

Ce mouvement de fond doit être **accompagné et accéléré par le déploiement d'infrastructures adaptées** et des technologies de cybersécurité sûres et fiables, l'adoption de technologies innovantes, parmi lesquelles l'intelligence artificielle, le cloud, la réalité virtuelle et bientôt la 5G et l'informatique quantique.

Le numérique, atout indispensable pour la reprise économique, se pense responsable et engagé, c'est-à-dire compatible avec l'environnement. Quand on sait que l'envoi d'un simple e-mail avec une pièce jointe de 1 Mo produit 19 grammes de CO₂, il apparaît nécessaire d'encourager les changements de comportement et de développer de nouvelles solutions, afin de limiter l'impact environnemental de cette transition.

Et parce que cette transition est profondément humaine, la formation et la montée en compétences doivent être considérées comme un premier facteur de succès de son déploiement et de son acceptation.

Forts de l'ambition d'être une région digitale, il nous faut relever l'ensemble de ces défis en tirant profit de la situation unique du Grand Est au cœur de l'Europe et en capitalisant sur les actions déjà initiées en matière de **Vallée Européenne de l'Intelligence Artificielle**, qui fédère déjà une dizaine d'acteurs clefs.

Il importe aussi d'identifier des articulations ad hoc avec les politiques européennes et nationales en matière **de souveraineté numérique**. Celles-ci visent en effet à créer de la valeur par les données pour l'ensemble des acteurs, favorisant ainsi le développement des offreurs de solutions numérique, la transformation des entreprises et des territoires. L'initiative GAIA-X, désormais européenne et soutenue par la Commission, est un véhicule intéressant à ce titre pour notre région.

Les défis du numérique et les principaux leviers pour y faire face sont :

- Accélérer la transformation numérique des territoires
- Amplifier les nouvelles formes et organisations de travail, soutenir la qualité de vie
- Conforter l'économie de proximité, le commerce et l'artisanat dans leur effort de modernisation
- Renforcer les acteurs du numérique : prestataires et offreurs de solution
- Soutenir la R&D, développer la maîtrise technologique et tendre vers la souveraineté numérique
- Attirer les talents et les investissements via les équipements et services
- Accélérer et promouvoir le déploiement du THD
- Structurer, rendre accessibles et sécuriser les données pour créer de la valeur
- Renforcer les formations au numériques en vue de développer les compétences
- Développer les services et les usages
- Accompagner l'acculturation du plus grand nombre au monde numérique et réduire l'illettrisme électronique
- Construire la Vallée européenne de l'Intelligence Artificielle



© Mykyta Dalmator / iStock

L'action de ce plan pour garantir une relance durable de l'économie s'appuie sur deux piliers :

- L'investissement et le financement des projets de transformation numérique
- L'accompagnement des entreprises dans leur parcours de transformation numérique via un « Institut dédié », ouvert et mobilisant sur nos territoires une communauté d'acteurs – offreurs de solutions et intégrateurs – en capacité, collectivement, à répondre à l'ensemble des besoins de nos entreprises

Dans son approche, le Grand Est s'appuie à la fois sur une stratégie de spécialisation sur la base de ses savoir-faire locaux, mais également sur un positionnement sur des marchés prioritaires clés pour développer certains champs d'expertise reconnus et générer ainsi de l'activité économique, par la création de nouvelles filières industrielles et d'un écosystème de PME innovantes.

Des secteurs prioritaires ont d'ores et déjà été identifiés :

- L'industrie,
- La santé,
- L'agriculture et la bio-économie.

Le défi de l'industrie « 5.0 », soit l'industrie 4.0 augmentée de l'homme et de l'écologie

Pour mémoire, l'industrie du Futur, fondée sur la convergence de la production industrielle et des technologies robotiques, optiques et numériques, redessine les contours des activités industrielles depuis 2010 et offre les outils indispensables au renforcement de la compétitivité de nos entreprises. Elle intègre en outre les impératifs écologiques et se veut centrée sur l'humain.

Ce marché représente 512 Md€ en valeur ajoutée et 25 % de la valeur ajoutée totale du pays en 2017 en y associant les services à l'industrie.

La transformation de l'industrie est donc un élément central dans la course à la compétitivité sur un terrain de jeu mondial en lien étroit avec la transition énergétique. Et ce d'autant plus que nous sommes économiquement liés aux chaînes de valeur allemandes, elles-mêmes en déport avant sur l'Industrie du Futur.

La crise sanitaire ne vient que renforcer cette nécessité; elle a touché des pans entiers de l'industrie, et mis en lumière les manques dans des chaînes de valeur stratégiques. A l'inverse elle a eu également des effets positifs, révélant des dynamiques collectives exceptionnelles dans le domaine de la conception et fabrication des masques, de démarche frugale associant des acteurs de tout horizon – en particulier startup, associations, universitaires – et exploitant des technologies innovantes telles que l'impression 3D.

Mieux, la crise sanitaire aura mis en exergue **la nécessité d'assurer une souveraineté en matière de chaînes de valeur, de mettre en œuvre des organisations agiles et flexibles**, de tirer profit des technologies émergentes et d'accélérer la transformation numérique des industries.

Pour ce faire, le défi à relever par la France est de se doter d'un outil industriel moderne et compétitif afin de proposer une offre produits/services personnalisée et à proximité du client, en favorisant l'investissement et en s'appuyant sur une offre machine et équipements à l'état de l'art ainsi que des ressources formées. **Ceci va de pair avec une stratégie de relocalisation d'activités stratégiques et à une démarche de production et d'approvisionnement local.**

Ces défis nationaux s'imposent tout naturellement à la région Grand Est de par le **poids de l'industrie dans notre économie : 20% de valeur ajoutée, plus de 300 000 emplois** et 16 000 établissements auxquels nous pouvons ajouter 10% de valeur ajoutée supplémentaire et 100 000 emplois liés aux services à l'industrie.

Il s'agira donc pour notre région d'asseoir la souveraineté de son territoire en matière d'industrie, en accélérant et accompagnant les multiples transformations auxquelles sont confrontées les industriels en s'appuyant sur des territoires 4.0 à travers des zones d'activités du futur et des usines 4.0, mêlant des communautés d'acteurs apprenantes grâce à une offre de formation soutenue et à la pointe, ouvrant ainsi le champ de la mutualisation d'équipements possible grâce aux technologies 4.0 et des plateformes de partage de données, source de création de valeur ajoutée.

Ainsi le Grand Est se donnera le moyen de se projeter dans l'industrie 5.0, alliant la dimension écologique et la puissance de la 5G en complément de l'atout que représente l'infrastructure Très Haut Débit en cours de déploiement, valorisant ainsi l'image de l'industrie en Grand Est et renforçant son attractivité à l'égard des talents, des investisseurs et de nouvelles industries.

L'industrie représente 20% de notre richesse et compte 300 000 emplois, sa transformation vers le « 5.0 » est stratégique !



Les principaux leviers d'actions pour accélérer la transformation vers l'industrie 5.0 sont :

- Capitaliser sur l'industrie, véritable ADN régional
- Accélérer la transformation industrielle,
- Sécuriser en région les chaînes d'approvisionnement et le sourcing,
- Attirer et développer les industries de demain,
- Relocaliser les industries stratégiques pour la souveraineté du territoire
- Conforter l'attractivité économique du territoire

L'action de ce plan pour garantir une relance durable de l'économie s'appuie sur deux piliers :

- L'investissement et le financement des projets de transformation industrielle
- L'accompagnement des entreprises dans leur parcours de transformation vers l'industrie 5.0, via un « Institut dédié », ouvert et mobilisant sur nos territoires une communauté d'acteurs – offreurs de solutions et intégrateurs – en capacité, collectivement, à répondre à l'ensemble des besoins de nos entreprises

Trois instituts régionaux du changement pour relever ces trois défis, garants de la cohérence et de la lisibilité de l'action publique.

Ces Instituts, un pour chacun des trois moteurs de transformation, ont essentiellement vocation à :

- Animer les « parcours transformants » prévus dans le Business Act et accompagner ainsi les entreprises régionales dans leur transformation. Il aura notamment la responsabilité d'animer la communauté des offreurs de solutions et d'assurer la capacité des entreprises régionales, au terme de ces parcours, à intégrer et mettre en œuvre une ou des solutions performantes. C'est le principe d'un « guichet universel »,
- Fédérer la communauté des offreurs de solutions d'innovation en vue à la fois de les accompagner dans leur croissance via des parcours ad hoc et les rendre plus visibles,
- Animer la spécialisation stratégique intelligent sur le moteur concerné, impliquant les acteurs clés de territoires, et contribuer à faire émerger des projets structurants s'inscrivant dans les objectifs de la S3,
- Mettre à disposition des acteurs de la recherche et des acteurs privés un espace de rencontre, favorisant le transfert, la valorisation et la co-innovation,
- Favoriser l'émergence de projets collaboratifs et de Chaires Industrielles, ainsi que la captation de financements dédiés, représentants d'importants effet de leviers,
- Favoriser l'intégration précoce des étudiants et jeunes diplômés dans les entreprises impliquées au sein de l'Institut,
- Développer des parcours liés à l'adaptation des compétences induites par les nouveaux métiers,
- Promouvoir le territoire régional sur la thématique concernée afin de le rendre visible et attractif auprès des investisseurs,
- Rationaliser les efforts de lobbying et de recherche de fonds publics et privés en particulier au niveau national et européen,
- Mettre en place un réseau d'universitaires et industriels mobilisé sur la thématique, qui mènera des actions de communication et de veille scientifique & économique.

Ces fonctions sont indispensables pour faire vivre nos stratégies et nos politiques, et concrétiser la volonté de la collectivité de passer « d'une logique de dispositifs de financement à une logique de parcours structurés d'accompagnement des entreprises ». Cette organisation est porteuse de cohérence en créant des liens fonctionnels entre les trois schémas stratégiques régionaux liés à l'environnement, à l'innovation et au développement économique.

Un observatoire, en capacité à suivre les indicateurs clés de performance et d'impact de chacun de ces Instituts, sera par ailleurs mis en place.

TROIS ENGAGEMENTS, L'ESPRIT DU CHANGEMENT

Pour fonder ce nouveau modèle et lui donner tout son sens, il est nécessaire de mobiliser toutes les forces et ressources du Grand Est.

Le capital humain, les compétences et les savoir-faire des femmes et des hommes du Grand Est sont une des principales richesses de notre région.

La réussite de notre projet réside dans son partage et sa mise en œuvre par le plus grand nombre : collectivités locales et les acteurs publics et privés dans tous nos territoires.

Pour y parvenir, il conviendra de viser d'un haut niveau d'investissement, de mobiliser toutes les sources de financement possibles et de capitaliser sur la confiance mutuelle.

Cet esprit du changement s'incarne à travers des actions organisées autour de trois engagements clefs :

- **Agir pour les potentiels humains, l'emploi, le bien-être et la qualité de vie**
- **S'appuyer sur des collectivités engagées, des territoires embarqués**
- **Mobiliser un capital de confiance, un capital de croissance**

Agir pour les potentiels humains, l'emploi, le bien-être et la qualité de vie

L'une des grandes responsabilités de l'action publique est de **déployer sur le territoire toutes les conditions de la cohésion sociale**. Il s'agit notamment de permettre à chacun des habitants de disposer des meilleures conditions pour se réaliser sur le plan personnel et professionnel, de bénéficier des équipements et services répondant à ses besoins, et d'un cadre de vie sain, préservé et agréable.

La question de la jeunesse et de son avenir est un devoir qui engage une multitude d'acteurs publics et privés. Il s'agit en effet de lui donner toutes les clés pour qu'elle puisse se réaliser et parvenir à son autonomie. Cet engagement prend une résonance singulière en période de crise. **Les jeunes, on le sait, seront parmi les plus durement touchés**. C'est particulièrement le cas avec les effets de la crise du COVID qui dégrade le marché de l'emploi, et qui obère ainsi gravement les perspectives d'avenir pour tous les jeunes, diplômés ou non, la situation étant évidemment plus cruciale pour les plus fragiles d'entre eux.

Dans ce contexte, **la question de leur insertion professionnelle est un enjeu majeur**. Sur le plan national, l'Etat a engagé des concertations avec les partenaires sociaux qui devraient déboucher sur des mesures adaptées, opérationnelles dès septembre 2020. Les pistes évoquées sont à ce stade de nouvelles aides pour les contrats de professionnalisation ou l'embauche de jeunes en emploi durable accompagnée d'exonérations de charges.

Par sa compétence en matière d'orientation et de formation, sa politique volontariste en faveur de la jeunesse, **la région entend jouer pleinement son rôle et propose dès maintenant un plan d'action régional pour assurer la transition, permettre aux jeunes d'acquérir des compétences complémentaires proches des besoins des entreprises** et ainsi les préparer aux futures embauches quand l'emploi repartira. Ce plan met particulièrement en avant **la question de l'orientation et l'information sur les métiers**, compétence régionale, qui fera l'objet de nouveaux outils, notamment pour répondre aux besoins sur les métiers en tension, anticiper et accompagner les transitions en matière de compétences, engager des démarches de montée en compétence.

Le plan régional d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes créé de nouvelles mesures pour :

- Permettre aux jeunes de se former en situation de travail en entreprise, sur un format court (six mois) renouvelable une fois, avec un ciblage vers les non diplômés et diplômés
- Favoriser l'accès aux stages pour les étudiants ou assimilés
- Faciliter l'accès aux stages et aux contrats d'apprentissage pour les jeunes en formation initiale ou continue

L'accélération du **déploiement du volontariat international en entreprise (VIE)** sera réalisée conjointement par l'Etat et la Région.

- Aider les jeunes à entrer rapidement sur le marché du travail (notamment par un soutien aux dispositifs d'alternance et d'apprentissage)
- Renforcer le Volontariat International en Entreprise (VIE) notamment les VIE partagés entre les entreprises et création d'un statut de VIE transfrontalier avec les objectifs visés

Ces mesures seront complétées dès que les plans de relance de l'Etat, et en particulier les mesures portant sur l'emploi, seront annoncés afin de mettre en cohérence notre action.

Le numérique est considéré « grande cause régionale 2021 », se traduisant par un développement de formations au numérique à la portée de tous. En effet, les compétences dans le domaine du numérique sont aujourd'hui incontournables, véritables clés d'entrée sur le marché de l'emploi.

La question de la santé, au cœur des préoccupations de nos concitoyens, a pris évidemment une ampleur cruciale avec la crise sanitaire, révélatrice par ailleurs des enjeux liés à l'offre de soins et aux équipements à implanter sur les territoires.

S'appuyant sur les retours d'expérience, il s'agit de renforcer l'accès aux soins sur tout le territoire, en s'appuyant sur les innovations en matière de santé. Les actions de l'État et de la Région se poursuivront en lien avec tous les partenaires concernés (Départements, ARS, collectivités locales, etc.).

Enfin, des initiatives seront menées rapidement, au-delà de premières mesures immédiatement opérationnelles, afin de conforter et de sécuriser le modèle économique des acteurs sociaux, culturels, sportifs, de l'ESS, etc., véritables et précieux ferments de notre vivre ensemble, dont la crise a démontré, s'il en était besoin, l'engagement et le rôle majeur pour la cohésion et la solidarité.

Les principaux engagements liés aux potentiels humains, l'emploi, le bien-être et la qualité de vie :

- Faire du Numérique la grande cause régionale 2021 (inclusion, formation, talents)
- Répondre aux besoins sur les métiers en tension,
- Anticiper et accompagner les transitions en matière de compétences
- Renforcer l'accès aux soins sur tout le territoire, en s'appuyant sur les innovations en matière de santé
- Soutenir et conforter les modèles économiques des acteurs qui animent le tissu social (culture, sport, économie sociale et solidaire, tourisme...)



© Love in the wind_Stock.AdoBe.com

S'appuyer sur des collectivités engagées, des territoires embarqués

Faire face aux effets de la crise, répondre aux urgences actuelles et à venir, et transformer notre territoire implique à l'évidence que la mobilisation de toutes les forces vives de notre région, publiques et privées, exemplaire au cours de ces derniers mois, perdure, s'inscrive dans la durée et s'affirme comme l'une des grandes forces du Grand Est.

Pour répondre très concrètement et avec efficacité à ces enjeux, il est indispensable de créer des écosystèmes d'acteurs dotés d'une vision partagée par tous en cohérence avec les différents niveaux d'intervention.

Il s'agira ainsi de promouvoir l'intelligence territoriale collective et la gouvernance autour de territoires de projets, ce qui implique notamment de veiller à l'articulation des dispositifs publics d'aide aux territoires de façon générale et de coordonner l'ingénierie financière.

L'échelon territorial permet de répondre très concrètement et avec efficacité à ces enjeux, au travers d'une vision partagée par tous les acteurs, de synergies entre les différentes strates (territoire ruraux / EPCI / centralité), de la constitution d'écosystèmes d'acteurs.

Il s'agira de même de promouvoir l'intelligence territoriale collective et la gouvernance autour de territoires de projets. L'Etat et la Région veilleront ainsi à regrouper en un pacte territorial unique et cohérent les différents dispositifs d'aide et de soutien afin de les mettre au service du projet de territoire construit et animé par la collectivité bénéficiaire.

Pour sa part, la Région déploiera ses interventions dans le cadre d'une démarche partenariale innovante : le Pacte Territorial Grand Est.

Cette mobilisation doit se fédérer autour de grands enjeux partagés, en lien avec les trois grands défis identifiés dans le cadre du Business Act Grand Est :

- La transition vers la Bioéconomie, en changeant de modèle pour un développement vertueux et résilient de nos territoires afin d'assurer une relance durable de l'économie par la transition énergétique et écologique et l'économie de proximité et circulaire
- Être la région digitale et connectée pour déployer des nouveaux usages basés sur le numérique, levier de l'attractivité des territoires
- Engager un véritable élan collectif, en permettant à chacun de s'impliquer, afin de placer le citoyen au cœur des enjeux, dans une perspective de bien-être, de proximité, de cohésion sociale et territoriale. Il s'agit de restaurer la confiance de tous
- Adapter l'ingénierie financière à l'ambition en s'appuyant sur les modèles d'intervention et de soutien innovants, favorisant la compréhension des enjeux et des choix d'avenir



Cet outil de contractualisation globale avec les territoires sera le creuset d'une action plus efficiente, avec notamment un accompagnement original, sur-mesure et selon la maturité des territoires un passage à l'action rapide, une approche transversale pour mieux mobiliser les dispositifs de droit commun, actionner le fonds « sur-mesure » d'accompagnement territorial afin d'assurer la cohérence et la convergence des actions des différents partenaires mobilisables (Région, Etat, Europe, Départements, acteurs privés,) en amont pour être lisible au service du développement des territoires.

L'Etat et la Région vont mettre en œuvre rapidement une initiative originale, destinée à soutenir l'émergence de projets dans les territoires : **le déploiement « d'équipes mobiles d'ingénierie »**. Il s'agit de mettre à la disposition des acteurs locaux des compétences ciblées dans le montage technique et financier de projets. Ces compétences seront internes aux services de la collectivité (Maisons de la Région) et externe (CERC, Agences d'urbanismes, Agences de développement économique, Grand E-nov...) en lien avec les services de l'Etat et les moyens d'expertise de ses opérateurs (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, ADEME, Banque des Territoires, BPI, CEREMA...).

A côté de cette aide à l'ingénierie, **une attention particulière sera apportée à la présence dans tous les territoires des infrastructures et réseaux nécessaires à leur développement et à leur attractivité**, et répondant également aux besoins des acteurs économiques et plus largement des habitants (réseaux de transports, bornes de recharge, etc.). L'Etat et la région veilleront ainsi à ce que le déploiement du réseau THD se finalise dans les meilleurs délais sur l'ensemble du territoire et à ce que soient développés par ailleurs les services numériques.

Enfin, pour conforter la vitalité économique de leurs territoires, **les collectivités locales sont invitées à faire de la commande publique, un levier vertueux de développement**, car apportant un soutien fort à l'activité des entreprises, notamment les entreprises artisanales, des agriculteurs, des producteurs locaux, et recourant par ailleurs de manière plus généralisée aux clauses sociales et environnementales.

Elles disposent à cet effet de toutes les possibilités et assouplissements juridiques offerts par les récentes évolutions en matière de marchés publics et du levier efficace que constituent les clauses sociales et environnementales.

Ce faisant, elles donneront pleine consistance à **un développement véritablement durable de leur territoire: rénovation notamment énergétique des bâtiments, choix des matériaux, circuits de proximité, etc.** Dans cet esprit, une expérimentation sera demandée à l'Etat, tendant à l'introduction de produits agricoles locaux dans les achats publics de restauration collective, notamment dans les cantines scolaires.

Voici résumés les principaux engagements liés aux collectivités engagées, territoires embarqués :

- Faire des achats des collectivités un des leviers du développement durable et de l'économie locale (restauration scolaire, rénovation, construction bois, clauses...) autour des 3 moteurs du changement
- Inciter toutes les formes d'engagement, des collectivités comme des entreprises, dans les défis du territoire
- Créer de la valeur ajoutée en s'appuyant sur les équipements, les infrastructures « durables » des territoires
- Mettre en œuvre les projets de territoires via la création d'équipes mobiles d'ingénierie Etat-Région

Mobiliser un capital de confiance, un capital de croissance

Le contexte d'état d'urgence sanitaire et les conséquences immédiates ont donné l'occasion d'établir des modalités de coordination renforcée entre l'Etat et la Région, à travers notamment la mise en place d'une « cellule de crise » ayant permis d'accélérer la prise de décision et la mise en œuvre concertée de premières mesures de gestion de crise à fort impact et enjeu. Ces modalités d'échange, de partage et de concertation des décisions entre les deux parties ont vocation à se consolider et se renforcer dans l'approche des différents défis et engagements identifiés pour porter une stratégie performante de rebond et de reconquête sur le territoire et y développer des projets structurants et permettre la relance.

Ainsi l'accélération du changement proposée conjointement par l'Etat et la Région à travers le Business Act Grand Est s'inscrit pleinement dans les orientations nationales autour d'axes convergents, s'agissant aussi bien des plans de relance (par exemple dans les domaines touristique, automobile, et aéronautique) que des ambitions futures de transformation du Pacte Productif.

Pour faire face aux défis de transformation industrielle, écologique, et numérique, la Région entend se doter **de nouveaux moyens d'actions et d'investissements dont l'effet multiplicateur pour le territoire sera amplifié.** La mobilisation des financements régionaux sera notamment guidée par la recherche d'effets leviers plus importants, permettant de mobiliser de façon optimale des interventions complémentaires de crédits européens, nationaux, et locaux, mais aussi de stimuler l'investissement et le réinvestissement des acteurs privés (entreprises et acteurs financiers) dans les territoires. Sur ce dernier point de nouvelles modalités de partenariat avec les acteurs du financement seront explorées afin de permettre de **s'appuyer sur des**

moyens à une hauteur inédite, et des outils innovants, en faveur du renforcement des fonds propres des acteurs économiques, pour stabiliser leur situation face aux incertitudes générées par la pandémie, et impulser une dynamique profonde d'investissement et de modernisation. L'effet démultiplicateur de l'investissement régional est également recherché à travers **une mobilisation de la commande publique** permettant de renforcer la création de valeur sur le territoire et générer la relance de certains secteurs au cours des prochains mois.

La valorisation et le déploiement des innovations sont également au cœur de la volonté d'accélération du changement que la Région conduit. Les outils d'intervention des politiques régionales seront ainsi plus massivement orientés vers l'identification et l'accompagnement de démarches et solutions de rupture (sur la base de leur modèle ou de leur technologie notamment) pouvant se déployer dans les territoires pour répondre aux défis industriels, écologiques et numériques. L'appropriation et l'exploitation de ses solutions de rupture par les acteurs des territoires (entreprises, associations, collectivités) pour accroître leur performance économique et environnementale seront également les moteurs de la dynamique d'émergence et d'accompagnement de projets recherchée à travers les dispositifs régionaux.

Ces différentes ambitions seront inscrites dans le contexte européen et transfrontalier, en favorisant le positionnement du Grand Est et de ses acteurs sur des chaînes de valeur et projets à très fort potentiel, et en permettant de projeter dans une ambition internationale et mondiale ses compétences d'excellence. Ainsi en complément des partenariats déjà initiés, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, des ambitions nouvelles seront portées en concertation avec nos partenaires frontaliers, par exemple dans le domaine de l'industrie du médicament.

En bref, cette stratégie régionale sera mise en œuvre en articulation avec les politiques publiques et les outils d'intervention portés par l'Etat afin de garantir autant que possible la cohérence et la convergence de l'action publique en vue de renforcer son efficacité et son impact sur l'activité économique et la population.

Voici résumés les principaux engagements pour mobiliser un capital de croissance, capital de confiance :

- Poursuivre et renforcer la coopération Etat/Région pour gérer la crise
- Pérenniser le dialogue permanent entre l'Etat, la Région et les acteurs économiques
- Inscrire la stratégie régionale en lien avec la stratégie nationale et les plans de relance
- Créer les outils d'intervention financière, permettant notamment de massifier le renforcement des fonds propres
- Optimiser et faciliter la commande publique pour en faire un outil prioritaire de la relance
- Accélérer l'émergence et la diffusion de solutions innovantes (Grand testeur, Appel à Manifestation d'Intérêt, technologies de rupture...)
- S'inscrire dans les défis aux grands enjeux et aux programmes européens et transfrontaliers (dont l'Airbus du médicament...)

La recherche de moyens à une hauteur inédite et la mise en œuvre d'outils innovants, en faveur du renforcement des fonds propres des acteurs économiques est notre première priorité. La commande publique, notre seconde.



**UNE MISE EN ACTION
CONCRÈTE ET IMMÉDIATE**



80 actions concrètes

Les objectifs, priorités et orientations du Business Act Grand Est se traduisent dès à présent en actions concrètes avec deux temporalités ; le court terme et le court-moyen terme.

Sont ainsi décrites ci-après dans ce document :

- **Des actions de relance**, directement opérationnelles et susceptibles d'être mises en œuvre rapidement **avant fin 2020**.
- **Des actions de reconquête**, qui seront précisées dans les prochains mois, en vue d'une mise en œuvre **dès le début de l'année 2021** et au cours des mois suivants.

Le défi écologique

Actions	Relance	Reconquête
500 000 m ³ d'aires de stockage du bois déployés sur l'ensemble du territoire		●
50 projets de bioéconomie durable soutenus d'ici 2025	●	●
Soutenir les projets portés par les acteurs régionaux des biocarburants	●	
10 initiatives de récupération d'ordinateurs remis à neuf par les acteurs du réemploi & accompagnement à la prise en mains dans les familles		●
Accompagnement au remplacement des chaudières fioul pour les particuliers et professionnels	●	●
Organisation d'une première Conférence internationale de l'architecture et de l'urbanisme en 2021		●
2 500 mises en relations d'ici 2025 et 100 solutions au service des acteurs de la transition énergétique et du développement durable regroupées dans une banque de données d'ici à la fin 2020	●	
4 000 rendez-vous d'affaires lors d'une première Convention d'affaire réunissant la filière agricole et agroalimentaire en 2021		●
5000 exploitations agricoles bénéficiant du Programme VIRAGE (Valoriser Innover Réunir pour l'Agriculture en Grand Est) d'ici 2025	●	●
Création, avant fin 2020, d'une place de marché pour permettre aux consommateurs d'acheter des produits régionaux agricoles et agroalimentaires	●	
Déploiement à partir de l'automne 2020, d'un pack entreprise d'accompagnement de l'économie circulaire, 250 entreprises accompagnées chaque année	●	●
Encourager les conversion des poids lourds aux énergies alternatives / propres		●
Accompagner le développement d'un réseau de 3000 bornes de recharge de véhicules en énergies alternatives d'ici à 2025		●
500 acteurs du tourisme et 500 entreprises disposant de flottes de vélos électriques à l'horizon 2025		●
250 signataires Charte des entreprises engagées vis-à-vis de la nature d'ici 2025		●
125 projets accompagnés pour réduire et valoriser les déchets du BTP d'ici 2025.	●	●
Encourager les autorités organisatrices de la mobilité à équiper les bus scolaires de la région en motorisation propre		●
150 initiatives citoyennes soutenues pour susciter l'innovation et la créativité en d'ici 2021	●	●
100% du territoire couvert par un service d'accompagnement de la rénovation énergétique pour les ménages d'ici 2024	●	●

Le défi du numérique

Actions	Relance	Reconquête
10 plateformes d'achat du commerce local déployées dans des villes moyennes d'ici au printemps 2021	●	
1000 diagnostics cybersécurité réalisés auprès des PME du territoire d'ici à 2025	●	●
30 % des formations du secondaire et du supérieur disponibles à distance d'ici à 2025	●	●
Réalisation dans les 100 jours d'une enquête Région auprès des dirigeants du Grand Est sur le télétravail (freins et leviers)	●	
Accompagner les démarches permettant à tous les tiers-lieux existants et recensés d'être labellisés à fin 2020	●	
100% des espaces de télétravail et coworking du réseau d'initiative public Grand Est connectés au THD d'ici fin 2021	●	●
Généralisation à partir de 2021 d'une clause exigeant des prestataires l'interfaçage de tous les développements réalisés (clause d'API)		●
Création de 10 entrepôts de données (lacs de données/data lakes) d'ici à 2025, en particulier pour les projets de R&D, d'analyse du territoire ou pour améliorer les performances des lignes de production industrielle (maintenance prédictive, ...)	●	●
100 startups accompagnées par l'accélérateur « Intelligence Artificielle » d'ici à 2025	●	●
10 entreprises portant des technologies de rupture soutenues dans leur implantation en Grand Est d'ici à 2025	●	●
250 entreprises accompagnées dans l'intégration de l'intelligence artificielle d'ici à 2025	●	●
50 jeunes chercheurs formés à l'IA d'ici à 2025	●	●
Création d'un portail régional des offreurs de solution en IA d'ici à l'été 2021		●

Le défi de l'industrie 5.0

Actions	Relance	Reconquête
1000 entreprises accompagnées d'ici 2025 dans leur transformation autour des moteurs du changement	●	●
200 projets d'investissement accompagnés pour moderniser et accélérer la diversification des chaînes de production, en priorité dans les secteurs de l'auto et de l'aéro	●	●
250 projets conduits entre sous-traitants industriels et offreurs de solution (jumeau numérique, fabrication additive...), facilités par la mise en place d'une cartographie et l'animation de la communauté d'offeurs de solution à compter de novembre 2020	●	
10 plateformes de production partagées créées en Grand Est et soutenues par de l'aide à l'investissement d'ici 2025	●	●
150 projets de transformation industrielle et numérique accompagnés d'ici 2025 en partenariat avec l'enseignement supérieur	●	●
300 entreprises accompagnées d'ici à 2025 dans le cadre du « Pack entreprise pour la relocalisation » pour sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement, resourcer en local	●	●
2000 entreprises signataires de la Charte d'engagement pour le renforcement des achats régionaux	●	●
10 Secteurs à Fort Potentiel de Relocalisation offensive ou défensive (SFER) définis d'ici à fin 2020 et bénéficiant d'un appui spécifique des services de l'Etat et de la Région pour le développement de nouvelles filières d'approvisionnement local et pour l'accompagnement des projets de relocalisation ou d'implantation d'activité		●
3 plateformes d'accélération vers l'usine du futur mises en place d'ici 2025		●
2000 entreprises signataires de la Charte du gain industriel en Grand Est	●	●
13 territoires d'industrie mobilisés et interconnectés d'ici 2025	●	●
30 nouvelles ETI en Grand Est d'ici à 2025		●
200 entreprises régionales bénéficiant d'un accompagnement renforcé (cofinancement régional des stands à 80%) pour les repositionner sur de grands salons professionnels étrangers en 2021		●

Agir pour les potentiels humains, le bien-être et la qualité de vie

Actions	Relance	Reconquête
La Télémédecine accessible dans tous les territoires régionaux dès 2022 pour faire du Grand Est, la région de référence en matière de e-santé en milieu rural		●
100 créations d'entreprise et projets de R&D dans le domaine de la santé soutenus par la région d'ici 2025		●
Proposer aux partenaires de la Grande Région la création d'un Observatoire transfrontalier de la santé	●	●
Dès la rentrée 2020, le déploiement d'un dispositif régional de soutien à l'entrée de 2000 jeunes par an sur le marché du travail en prenant en charge, sur une période de 6 mois, du coût employeur, des coûts pédagogiques et du tutorat	●	●
Promouvoir le VIE (Volontariat International en Entreprise), l'objectif est de doubler leur nombre d'ici à 2025 - VIE à temps partagés - créer un statut transfrontalier du VIE	●	●
Mise en place, dès l'automne 2020, d'une Plateforme numérique mettant en relation les offres de contrats d'alternance et d'apprentissage avec les différents acteurs du territoire	●	●
Labellisation avant fin 2020 d'un Campus des Métiers et des Qualifications métiers en tension dans les domaines du médico-social et extension aux territoires transfrontaliers	●	●
1 ^{ère} Région de la formation au Numérique avant fin 2025 grâce à un maillage d'écoles de type 42 sur le territoire et des formations adaptées à tous publics		●
50 nouvelles formes de coopération, d'ici 2025, pour dynamiser les territoires et valoriser les acteurs et opérateurs de la création d'entreprise notamment de l'ESS		●
Lancer dès l'été 2020, le plan tourisme « Strong Together » associant tous les acteurs régionaux du tourisme	●	
Mise en place dès le printemps 2021 d'une place de marché touristique intégrant des offres transfrontalières		●
La Conférence régionale du Sport organisée d'ici fin 2020 avec un atelier sur l'économie du sport	●	
Le fonds régional des co-productions culturelles régionales mis en place dès fin 2020	●	
Création, avant fin 2020, de Réseaux des acteurs du tourisme autour des thématiques communes : parcs nationaux et régionaux, tourisme et hébergements durables et responsables	●	●
Mise en œuvre, dès l'été 2020, du programme Métamorphose de réorganisation du tourisme pour transformer la façon de travailler, resserrer la coopération publique/privée, construire une stratégie fondée sur l'expérience et le terrain des professionnels, donner une nouvelle dimension économique au tourisme en replaçant le consommateur au centre et développer une transversalité entre les acteurs	●	●
La région Grand Est, région de référence nationale en matière de développement durable pour la culture dès 2021		●
Création du pôle de compétences des métiers d'art avant fin 2020	●	●
Structuration de la filière régionale de l'industrie culturelle et créative dès l'automne 2020	●	●
Création d'un fonds privé de type mécénat destiné à soutenir financièrement les productions audiovisuelles et cinéma du Grand Est qui embrassent des causes sociétales et/ou environnementales		●
Le projet PATient Centered Institut For Immune-mediated inflammatory diseases Care (PACIFIC) a pour objectif la création d'un institut dédié à la médecine personnalisée pour les patients atteints de maladie auto-immunes et inflammatoires. A partir de plateformes, le projet vise à déployer la technologie de pointe au service d'une médecine personnalisée dans le Grand Est sur Strasbourg au sein des HUS, en lien avec l'infrastructure de recherche nationale France Génomique	●	●

Mobiliser un capital de confiance, un capital de croissance

Actions	Relance	Reconquête
500 M € pour investir en fonds propres ou en quasi-fonds propres dans les entreprises du Grand Est (capitaux confiance)	●	●
Installation en septembre 2020 du G100, dans la continuité du Business Act regroupant toutes les parties prenantes	●	●
Extension de la Cellule Covid-19 Etat-région mise en place lors de la crise sanitaire pour toute gestion de crise	●	●
Création de la première Plateforme numérique française de pilotage des données de santé	●	
150 projets des secteurs du sport, de la culture et du tourisme bénéficiant d'un financement participatif des citoyens en 5 ans	●	●
Signature, avant fin 2020, d'une charte des acheteurs engageant toutes les collectivités du Grand Est	●	
Création, avant fin 2020, d'une Plateforme numérique d'agrégation des marchés publics	●	
Mise en place, avant fin 2020, de la première Masterclass d'accompagnement des entreprises du territoire à répondre à des Appels d'offre publics	●	●
100 solutions innovantes provenant des start-up régionales proposées aux collectivités territoriales régionales en 5 ans	●	●
Lancement, avant fin 2020, d'un Observatoire régional de la commande publique	●	
Création, avant fin 2020, d'une mission régionale d'Ambassadeur des grands comptes	●	●
A partir de 2021, création d'une plateforme universelle du foncier en Grand Est		●

S'appuyer sur les collectivités engagées, les territoires embarqués

Actions	Relance	Reconquête
Expérimentation dès 2021 du transfert de la compétence achats des cantines scolaires en GE pour mettre en place le Très Haut Débit de l'Alimentation		●
50 M€ d'investissement dans 150 opérations de rénovation et de construction sur le patrimoine de la Région	●	●
Lancement du pacte territorial Grand Est avec les territoires dès l'automne 2020	●	
Création avant la fin 2020 des premières équipes mobiles territoriales d'ingénierie	●	●
Création de 10 CLES sur le territoire du Grand Est d'ici à 2022 (coopération locale et environnementale en synergie)		●
100% des autorités organisatrices de la mobilité accompagnées dans l'intégration de la planification des modes doux (schémas cyclables, plans de déplacement vélo, tricycles, ...) et des problématiques de mobilité solidaire	●	●
Le projet Patient Centered Institut For Immune-mediated inflammatory diseases Care (PACIFIC) a pour objectif la création d'un institut dédié à la médecine personnalisée pour les patients atteints de maladie auto-immunes et inflammatoires. A partir de plateformes, le projet vise à déployer la technologie de pointe au service d'une médecine personnalisée dans le Grand Est sur Strasbourg au sein des HUS, en lien avec l'infrastructure de recherche nationale France Génomique.	●	●



Des mesures prêtes-à-partir

- 50 projets de bioéconomie durable soutenus
- 5 000 chèques CREA
- 50 M€ d'investissement dans 150 opérations de rénovation et de construction sur le patrimoine de la Région
- 16 M€ de subventions de l'Etat aux collectivités locales pour la rénovation thermique des bâtiments et la mobilité durable
- Création de 10 entrepôts de données d'ici à 2025, en particulier pour les projets de R & D, d'analyse du territoire ou pour améliorer les performances des lignes de production industrielle (maintenance prédictive...)
- 10 « plateaux de production agiles » créés en Grand Est et soutenus par de l'aide à l'investissement d'ici 2025
- 50 nouvelles formes de coopérations, d'ici 2025, pour dynamiser les territoires et valoriser les acteurs et opérateurs de la création d'entreprise de l'ESS
- Expérimentation, dès 2021, du transfert de la compétence achats pour les cantines des Lycées pour booster les circuits de proximité et l'agriculture bio



40 projets structurants

Les défis du Business Act Grand Est peuvent dès aujourd'hui se lire à travers 40 projets structurants sur les territoires.

Grands projets permettant de singulariser les potentiels de création et de savoir-faire de la région, innovations écologiques exemplaires, initiatives à fort potentiel humain, impulsions territoriales permettant d'embarquer acteurs privés et publics... 40 projets prêt-à-partir, à titre d'exemples, prélude à une dynamique de territoire que les actions et orientations du Business Act vont contribuer à faire croître.

À titre illustratif, en voici 6 qui adressent toute la région Grand Est.

VIRAGE

Le programme VIRAGE est un programme de développement économique de territoires créateur de valeur et d'emplois locaux pour et par l'innovation agricole, sylvicole et agroalimentaire en région Grand Est.

Son enjeu est d'accélérer et d'amplifier par l'innovation les contributions de l'agriculture française aux réponses aux grands enjeux du XXI^{ème} siècle. Le programme VIRAGE présente une vision stratégique commune et partagée d'objectifs environnementaux, sanitaires, sociétaux et économiques chiffrés à atteindre à l'horizon 2030, sa déclinaison en projets concrets, pragmatiques et opérationnels d'expérimentations à grande échelle d'innovations sur le territoire Grand Est et porte leurs financements.

Le contenu du programme VIRAGE est issu d'une démarche collaborative et multilatérale entre des acteurs de 3 écosystèmes :

1. professionnels de l'agri-agro-sylviculture,
2. innovation et industrie,
3. politiques et financements publics décidé par la gouvernance



Grand Est

GAIA X

Gaia-X est un projet - initialement porté depuis 2019 par les Allemands auxquels les Français se sont ensuite rattachés - « d'infrastructure de données en forme de réseau ouvert fondée sur les valeurs européennes »^[1].

Ce projet de cloud européen (« Airbus de la data ») réunit à parité 22 membres fondateurs allemands et français^[2], avec ATOS en leader français affiché. Se sont joints à la démarche plus de 300 organisations d'Europe et d'ailleurs.

Gaia-X peut être considéré comme une réaction au Cloud Act américain avec pour sujets centraux - au-delà de la **souveraineté** - la **normalisation et standardisation du cloud européen en respect de la réglementation européenne de protection des données**.

Perspectives pour le Grand Est

Pour la région Grand Est le projet Gaia-X représente d'une part, une opportunité d'alimenter la dynamique de transformation numérique du territoire, et d'autre part de se positionner à l'échelon européen comme un acteur régional majeur du numérique en général et du cloud souverain en particulier.

L'enjeu consiste à identifier un cas d'usage rattaché à une thématique traitée dans le cadre du Business Act GE et l'inscrire dans une démarche cloud et cyber.



Grand Est
Vallée de l'Europe

[1] Le projet Gaia-X – Une infrastructure de données en forme de réseau, berceau d'un écosystème européen vital. Octobre 2019 Ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie ; Ministère fédéral de l'Education et de la Recherche

[2] En France : Orange, OVHcloud, Scaleway (Illiad), Atos, Docaposte, Outscale, Institut Mines-Télécom, CISPE association, EDF, Amadeus, Safran

En Allemagne : Deutsche Telekom, SAP, German edge cloud, DEC-X, Siemens, Bosch, Beckhoff, BMW, Fraunhofer institute, IDSA association

Défis : ● Croissance écologique ● Numérique ● Industrie 5.0

Engagements : ● Agir pour les potentiels humains... ● Collectivités engagées, territoires embarqués ● Capital de confiance, capital de croissance

INSTITUT PHOTONIQUE

L'action vise à faire de la région Grand Est une région leader dans le domaine de la photonique, tant au niveau national (Aucune structure fédératrice actuellement dans le nord-est de la France) qu'au niveau européen par son positionnement privilégié au cœur de la vallée de l'Europe.

Objectifs :

- Fédérer les compétences régionales dans le domaine de la photonique pour améliorer leur visibilité et chasser en meute les opportunités de participer à des projets collaboratifs nationaux, européens et internationaux.
- Développer les compétences régionales, autour d'une technologie clé qui sous-tend de nouveaux métiers dans de nombreux domaines de l'industrie, de la santé, de l'énergie et de l'environnement...
- Renforcer le développement de l'innovation autour des applications de la photonique au bénéfice des entreprises régionales.
- Favoriser la création de nouvelles start-up Deep Tech
- Créer de l'emploi de haute expertise technologique.
- Renforcer l'attractivité de la région Grand Est pour attirer, former, et conserver les talents autour de la photonique.

Porteur : CentraleSupélec / Chaire Photonique



Moselle
Metz Métropole
Grand Est

CLINNOVA

Projet d'un hub composé de plateformes transfrontalières pour le développement de solutions IA dans le domaine de la Santé.

Premier projet transfrontalier de plus de 100 M€ dans le cadre de la vallée européenne de l'Intelligence artificielle : CLINNOVA, la puissance des Data et de l'IA au service des thérapies innovantes

Un programme réussi de soins de santé axé sur l'IA constituera une nucléation concrète d'innovation à partir de nouveaux diagnostics, biomarqueurs, de biomarqueurs visuels non invasifs, ou de médicaments réadaptés. **Il peut faire de la grande Région un leader international dans un domaine émergent et challenger la domination des GAFA sur les données.**

Le potentiel de ce projet réside dans le fait qu'il s'appuie sur un noyau de partenaires positionnés au meilleur rang dans leurs champs disciplinaires, qui sont impliqués dans des collaborations actives, sur des objectifs dont l'intérêt et le potentiel ne sont plus à démontrer : mobiliser données et matériels biologiques, en capitalisant sur le potentiel de l'IA, pour migrer vers un diagnostic et une médecine personnalisée sur des indications majeures en termes d'enjeux sanitaires et économiques.

Les partenaires suivants sont déjà impliqués dans des projets actuellement en cours, qui composent les premières briques élémentaires du projet :

- Luxembourg : LIH, Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL), Luxembourg Systems for Biomedecine (LCSB), Université du Luxembourg (UL) ;
- Grand Est : Ksilink, IHU, Unistra ;
- Heidelberg/Mannheim : Medical Faculty Heidelberg (IMM), Heinrich Lanz Zentrum.

D'autres partenaires vont être approchés :

- L'Université de Lorraine
- Le Centre Helmholtz de Sarrebruck
- L'Université de Liège

Ce projet permet ainsi de poser les bases d'un arc de coopération qui s'étend de Strasbourg à Liège, en passant par la Lorraine, Heidelberg/Mannheim, Sarrebruck et Luxembourg.



Vallée de l'Europe
Transfrontalier
Grand Est

AIDA – KMØ

Artificial Intelligence – Data Analysis

L'excellence en matière d'intelligence artificielle et d'analyse des données pour l'industrie.

Le consortium sera constitué par des entreprises industrielles (ETI) de la Grande Région et pourra accueillir des nouveaux membres au fur et à mesure de son évolution. Il sera régi par une charte éthique.

- Endress-Hauser
- Sauter Regulation
- Clemessy
- Socomec
- Bürkert

Consortium animé par le KMØ.

Il vise à accélérer l'apprentissage et accroître le rythme de la transformation numérique du secteur industriel en expérimentant et en partageant auprès d'autres entreprises industrielles les technologies IA disponibles et appropriées.

4 objectifs :

- Construire le laboratoire AIDA dans la région
- Connaissance, éducation
- Open Lab comme système d'irrigation de l'IA pour les entreprises du territoire
- Devenir une référence en matière d'IA industrielle au niveau international



Mulhouse
Alsace
Grand Est
Transfrontalier

TERRASOLIS

Portefeuille de projets « bas carbone »

- **CEER – Modèle Centre d'Excellence d'Energie Renouvelable** = Produire et valoriser de multiples énergies vertes
- **Projet de méthanisation** : (SAS Energilis 30 % Terrasolis 70% 10 exploitations agricoles) – Gisement CIVEs, co-produits agricoles
- **Projet de mobilité verte** : Projets de Station BioGNV Hub énergétique Grand-Est (Panneaux solaires / Recharges électriques par énergie verte / carburant BIOGNV / carburant bioethanol / intégration futur hydrogène vert) – Modèle de station Kargreen en économie circulaire avec des partenaires locaux
- **Projet de production de chaleur** : Projet de pyrogazéification – modèle économie circulaire Agro ressources → Methanisation → Pyrogazéification → Valorisation de chaleur et apports organiques pour les Agrossources

Projets connexes : Data center « Bas carbone » - alimenté et refroidi par les énergies renouvelables du CEER

Projets connexes : Studio de production « Bas Carbone » - alimenté par les externalités des projets d'énergies renouvelable

Projets parc d'affaire « bas carbone » : accueillir des entreprises souhaitant se diriger vers une transition énergétique












Marne
Grand Est

Défis : ● Croissance écologique ● Numérique ● Industrie 5.0

Engagements : ● Agir pour les potentiels humains... ● Collectivités engagées, territoires embarqués ● Capital de confiance, capital de croissance

<p>MÉTÉO-COVID</p>	<p>Projet d'outil d'aide à la décision pour le « pilotage du déconfinement de la région Grand Est ». Cet outil est né à l'IHU de Strasbourg lors du confinement. Il a très vite été rejoint par l'Université de Champagne-Ardenne et les Services des Armées à travers la DGA qui portait un projet de recherche associant les meilleurs spécialistes de la simulation. Une convention entre la DGA et la Région a été signée à ce sujet.</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consolider les données pour les élus et les acteurs du territoire, sur un mode itératif, • Permettre l'identification rapide des points chauds de l'épidémie, • Accélérer la collaboration entre les différents acteurs pour réagir en temps utile, • Contribuer à la réussite des prochaines étapes de la gestion de crise par l'information partagée et la responsabilité collective, • Capitaliser les données et les usages pour l'avenir. <p>Partenaires techniques : Dassault Systèmes, Capgemini, Plateforme Priesm (données de santé), IHU Strasbourg, INRIA, UNISTRA,URCA</p>	<p>Grand Est</p>	
<p>EDIH DIGITAL INNOVATION HUB</p>	<p>Réponse unique de la Région à l'appel d'offre de la Commission européenne pour la constitution d'un EDIH. Mettre le numérique au service de la compétitivité du Grand Est.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la transformation numérique des entreprises (PME/ETI) et services publics du Grand Est. • Contribuer à la croissance et visibilité des offreurs de solutions numériques du Grand Est (start-up, PME numériques, académiques). • Favoriser l'adoption des technologies numériques innovantes (IA, calcul haute performance, technologies de cybersécurité) par les entreprises et collectivités du Grand Est. • Être un outil d'inclusion en accompagnant la montée en compétences et la formation au numérique. • Augmenter le chiffre d'affaires des prestataires du Grand Est ; <p>Confirmer la position d'acteur incontournable du Grand Est dans la Vallée de l'Europe. Accélérer la structuration de la filière numérique du Grand Est.</p> <p>Le EDIH repose sur 4 piliers de services :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Test avant investissement : permettre aux entreprises de tester des technologies ou solutions en accédant à des plateformes et lab • Compétences et formation : faciliter la montée en compétences dans le numérique pour favoriser l'emploi et attirer des talents • Soutien à la recherche de financements : offrir un parcours complet aux entreprises et les aider à trouver des fonds pour financer l'innovation et la transformation numérique • Mise en relation : favoriser la mise en réseau des acteurs pour trouver des solutions ailleurs si la ressource n'est pas disponible en Grand Est et inversement répondre à des sollicitations d'autres EDIH. 	<p>Grand Est</p>	
<p>HUB ACADEMY (Projet PRINT HUB)</p>	<p>Ancien Dirigeant de Caldera Graphics, Joseph MERGUI porte le projet PRINT HUB avec ses associés. Ce projet très ambitieux est localisé à Strasbourg dans la région Grand Est. 6 000 m² de foncier ont déjà été acquis pour héberger le projet dont l'enveloppe globale d'investissement se monte à plus de 7 M€.</p> <p>PRINT HUB fédère de nombreux acteurs privés et publics de haut niveau et ambitionne de devenir un centre de référence mondial des métiers liés aux technologies numériques en commençant par l'impression numérique. Il permettra, à terme, de former des managers à divers secteurs d'application de ces technologies d'avenir (fabrication additive, IoT, Impression 3D, IA notamment).</p> <p>Ce projet constitue un support à la formation à grande échelle de personnel industriel qualifié aux technologies numériques ainsi qu'au prototypage rapide. Il bénéficiera à un large spectre de sociétés de toutes tailles et impliquera Ecoles et Universités.</p> <p>Le projet intègre 3 composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un FabLab (une Smartfactory sur un modèle usine du futur + un Lab to Fab qui mutualisera des moyens industriels + un ArtLab qui mutualisera des moyens culturels et créatifs). • Une Academie (formation initiale, continue et apprentissage). • Un Incubateur et accélérateur pour les startups du numérique. 	<p>Strasbourg Grand Est</p>	

SAGID NOREMAT	<p>Gestion innovante, raisonnée et durable des dépendances routières par la data et l'IA.</p> <p>Le projet SAGID a pour ambition de créer une plateforme permettant une mise en relation des différents acteurs d'un territoire pouvant être impliqués dans la mise en place de filières de valorisation locale fonctionnant en circuit de proximité.</p>	Meurthe -et- Moselle	 
PROJET STATION E	<p>Stations de recharges de nouvelle génération, multi-services et connectées</p> <p>Stations-e : vers une mobilité durable, économe et accessible à tous.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stations de recharges de nouvelle génération, multi-services et connectées • Fourniture, déploiement, exploitation & maintenance de stations multi-services • Sans coût pour les Collectivités <p>Potentiel estimé à 8 500 bornes d'ici 2023 pour le Grand Est Partenaire industriel : VELUM</p>	Grand Est	
SMART VIDEO GRAND EST est une plateforme VOD intelligente à l'échelle de la région	<ul style="list-style-type: none"> • Ce projet consiste à utiliser les méthodes et technologies de l'IA en vue de recommander des contenus vidéo accessibles à la demande de manière personnalisée. • Cette plateforme VOD dont les contenus seront accessibles en grande partie gratuitement et dont le modèle économique reposera en grande partie sur la publicité ciblée, a l'ambition de fédérer l'ensemble des acteurs culturels du Grand Est en mesure de diffuser des contenus à la demande intéressant un large public. • Les porteurs du projet sont ViaVosges en partenariat avec les autres chaînes locales du GE, l'entreprise de services numériques Kardham Digital et le laboratoire LORIA. • Le lancement technique de SmartVideo Grand Est est prévu au début 2021. 	Grand Est	 
Transformer la B112 en studios de tournage Cinéma et TV ayant un rayonnement national et fédérant un écosystème dynamique et innovant d'entreprises de la filière Image	<ul style="list-style-type: none"> • Doter la région d'un outil industriel au rayonnement national autour des tournages de fictions audiovisuelles et cinéma dans des studios • Accompagner la société de production Makever (groupe Mediawan) qui loue la partie studios du site dans la transformation de la friche militaire en véritable studio de tournage afin d'assurer son implantation à long termes • Apporter une expertise métier à l'association Terrasolis, bailleur du site qui loue les studios de tournage et commercialise d'autres bâtiments annexe • Créer un écosystème dynamique, innovant et cohérents d'entreprises et de talents du cinéma et de l'audiovisuel profitant des infrastructures de tournage de la B112 	Marne Grand Est	
Structuration d'une filière régionale des Réseaux énergétiques intelligent	<p><u>Contexte :</u> Notre région est déjà le lieu d'initiatives en cours en matière de réseaux intelligents telles que le projet Smart UHA (Université de Haute Alsace) ou la collaboration transfrontalière Smart Border Initiative menée entre la France et l'Allemagne.</p> <p><u>Objectifs :</u> Développer un savoir-faire et des solutions produites en Grand Est ainsi que des références utiles à la structuration de réseaux énergétiques intelligents en impliquant toute la chaîne de valeur : les opérateurs, les industriels et la recherche académique bien sûr, mais aussi d'autres acteurs pertinents comme les associations d'usagers de Véhicules Electriques par exemple.</p> <p>Informers, sensibiliser, inciter les collectivités du Grand Est à s'engager dans une démarche vertueuse de déploiements de smart grids à l'échelle de leur quartier, de leur village, de leur zone d'activité économique, de leur intercommunalité au moyen d'un club Smart Grids Grand Est.</p>	Grand Est	  

<p>Structuration, des 2020, d'une chaîne de valeur régionale complète (des matières premières au recyclage) de valorisation de fibres libériennes (chanvre, lin, orties...) pour des usages techniques à valeur ajoutée</p>	<p>Contexte : La région Grand Est concentre 500 entreprises, soit presque 25% de l'emploi textile tricolore et 20000 emplois soit le tiers des emplois français La filière textile est confrontée à des enjeux industriels forts: • Faire preuve d'agilité, être en capacité de s'adapter et être réactif dans un contexte de concurrence, • Disposer d'une stratégie RSE compatible avec les exigences accrues des utilisateurs finaux, de la réglementation, et de la transition écologique, • Tirer parti de la grande versatilité des applications potentielles, et ancrer sa capacité à se renouveler en identifiant des marchés cibles à forte valeur ajoutée, Pour faire face à ces enjeux, la fédération Textile Grand Est accompagne ses membres, entreprises leaders du marché et témoins de l'excellence industrielle et technologique de la filière sur de grands axes technologiques : • La fonctionnalisation des matériaux et la traçabilité : smart textiles, textile et composites, développement de nouveaux matériaux textiles haute performance, label France Terre Textile... • L'économie circulaire : matériaux bio-sourcés et alternatifs, recyclage, procédés écoefficientes, circuits de proximité...</p> <p>Objectifs : Accompagnement de l'émergence d'une filière intégrée de valorisation de fibres libériennes (chanvre, lin, orties...) portée par des responsables industriels régionaux et s'appuyant sur un ou plusieurs pilote(s) industriel (s) dont la conception, le développement industriel, et le déploiement interviendront dans le Grand Est</p>	<p>Grand Est</p> 
<p>Création en 2021, d'une chaîne de valeur recyclage de matériaux polymères et composites</p>	<p>Contexte : De nombreuses filières industrielles régionales sont particulièrement consommatrices de matériaux dont le potentiel de recyclage et de revalorisation est insuffisamment exploité et maîtrisé. L'intégration de matériaux biosourcés ou recyclés peut être une source de création de valeur pour de nombreuses entreprises qui souhaitent leur différenciation et établir des sources d'approvisionnement locales et maîtrisées. Ces matériaux présentent par ailleurs d'être efficace pour assurer une barrière sanitaire dans les situations de pandémie. Un avantage compétitif et différenciateur particulièrement net peut être développé en Grand Est à travers le déploiement et le déploiement de filières de revalorisation des matériaux polymères et composites.</p> <p>Objectifs : Créer de la valeur sur le territoire régional à travers l'intensification de dynamiques d'économie circulaires, l'intégration de produits biosourcés/recyclés dans les process de production des industriels régionaux. Accompagnement de l'émergence d'une filière intégrée de revalorisation portée par des responsables industriels régionaux et s'appuyant sur un ou plusieurs pilote(s) industriel (s) dont la conception, le développement industriel, et le déploiement interviendront dans le Grand Est.</p>	<p>Grand Est</p> 

Défis : ● Croissance écologique ● Numérique ● Industrie 5.0

Engagements : ● Agir pour les potentiels humains... ● Collectivités engagées, territoires embarqués ● Capital de confiance, capital de croissance



Des projets dans les territoires

Territoire d'Innovation Des Hommes et Des Arbres	Projet de territoire qui porte l'ambition partagée de transformer le territoire sur une durée de 10 ans, par le biais d'actions innovantes qui développent et mettent en valeur la place des arbres dans le bien-être des populations, la préservation de l'environnement, la résilience et la prospérité du territoire en résonance avec les attentes sociétales, les changements climatiques à venir et une valorisation raisonnée des ressources locales.	Nancy Epinal Grand Est	● ●
Territoire d'Innovation EMEUSE SANTE	e-Meuse Santé est un programme conçu pour assurer l'accès à des soins de qualité, le développement de la prévention et le maintien à domicile, grâce à des organisations innovantes et performantes. Ce projet, basé sur le développement des usages du numérique en santé, mobilise l'ensemble des acteurs du département de la Meuse et de la région Grand Est autour d'expérimentations concrètes.	Meuse Grand Est	● ●
Territoire d'Innovation SANTE DE DEMAIN	Dans le cadre des différentes actions déjà développées sur son territoire dans le domaine des technologies médicales et du sport santé, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg avec ses partenaires portent l'ambition d'aller encore plus loin. En effet, il s'agit de préparer les territoires de santé de demain par des actions structurantes et innovantes, permettant : • Des modalités ambitieuses d'accompagnement au changement, tant pour les habitants que les professionnels intervenant dans le champ de la santé, • L'émergence de nouveaux usages et pratiques, autour notamment de l'utilisation du numérique (prévention et soins), • L'implication systématique du citoyen, qu'il soit patient ou non.	Strasbourg Grand Est	● ●
Création du Pôle d'Innovation UTTOPIA	La Communauté d'Agglomération de Forbach est engagée, avec l'IUT de Moselle-Est Science et Génie des Matériaux, Plastinnov, le Lycée Condorcet et la pépinière d'entreprises Eurodev, dans le projet de constitution d'un pôle innovation. Ce pôle d'innovation a pour vocation d'inscrire le territoire dans une démarche favorable à l'innovation en particulier dans le domaine industriel. Il a vocation à : • Favoriser la formation, l'insertion professionnelle et l'employabilité des apprenants • Développer technologiquement les TPE/PME et favoriser leur compétitivité • Attirer de nouveaux investissements et projets industriels à haute valeur ajoutée • Renforcer les compétences de pointe des formateurs locaux dans les domaines concernés • Constituer un pôle ressource en matière de pédagogie sur l'intelligence Artificielle orienté vers les entreprises et le grand public • Etablir ou renforcer les coopérations avec les acteurs notamment sarrois Il répond également aux démarches en cours dans le domaine de l'intelligence Artificielle (IA) notamment initiées par le Centre des Hautes Etudes du Ministère de l'Intérieur (CHEMI) qui s'inscrivent aussi dans une perspective de coopération franco-allemande et transfrontalière. Ce plateau technique est plus particulièrement destiné aux entreprises n'ayant pas suffisamment de moyens pour développer des solutions de recherche et de développement en interne, ou encore à des entreprises en création désireuses de valider techniquement et économiquement leur projet. Il sera donc dédié au prototypage et à la fabrication additive (l'impression, le prototypage et la fabrication rapides, la fabrication numérique directe ou encore la fabrication par couche). Il s'agit donc de procédés de fabrication de pièces en volume par ajout de matière et empilement de couches successives. Il répond à l'ambition d'un positionnement du territoire dans le domaine de l'IA associé aux nouveaux matériaux et aux objets connectés.	Moselle	● ●

Défis : ● Croissance écologique ● Numérique ● Industrie 5.0





Engagements : ● Agir pour les potentiels humains... ● Collectivités engagées, territoires embarqués ● Capital de confiance, capital de croissance











<p>Mise en place d'une gouvernance de la bioraffinerie de Bazancourt Pomacle et renforcement des synergies</p> <p>Structuration de la filière Bioéconomie sur le bassin de Bazancourt Pomacle</p>	<p>L'objet de la structuration de la gouvernance de la bioraffinerie est, d'une part, de soutenir la pérennité et/ou le développement des acteurs en place (plateforme agro-industrielle de Bazancourt-Pomacle et Reims Bioeconomy Park) et, d'autre part, de faciliter l'accueil et l'intégration de nouveaux acteurs de la bioéconomie.</p> <p>La gouvernance sera en mesure d'offrir et de gérer des services partagés entre les acteurs actuels de la plateforme, optimisés en matière de coût et de performance.</p> <p>Elle représentera la plateforme auprès des interlocuteurs locaux afin d'assurer un dialogue constructif et une intégration durable de la plateforme auprès des autorités, des riverains et des autres parties prenantes.</p> <p>Promouvoir la bioraffinerie et développer sa notoriété en vue de faciliter l'accueil de nouvelles entreprises, de favoriser son intégration auprès des riverains, de développer les synergies entre les acteurs, d'attirer les talents et de promouvoir son offre et son impact en matière de R&D&I.</p> <p>Soutenir le développement de projets innovants, accompagner des start-ups, et participer à la création de valeur et d'emploi sur le territoire dans le domaine de la Bioéconomie.</p> <p>Construire une gouvernance appropriée et agile, évolutive et pérenne, disposant d'une organisation, de champs de compétences et de prérogatives, ainsi que d'un budget pluriannuel.</p> <p>Mettre en œuvre et animer la gouvernance selon le mode retenu.</p> <p>Définir les services mutualisés à développer et/ou à étendre pour améliorer l'équilibre économique des acteurs, à offrir à de nouveaux acteurs industriels, et les mettre en œuvre.</p> <p>Préalablement à l'aménagement, il est nécessaire de faire un diagnostic foncier permettant d'appréhender les conditions de vente ou d'échanges amiable auprès des propriétaires, des exploitants ou des ayant-droits, les mesures de compensations, la faisabilité d'ensemble pour un développement progressif. Cette prestation a été confiée à la SAFER en juin 2019, acteur ayant déjà procédé aux négociations sur le Reims Bioeconomy Park. Elle se fera en lien avec la profession agricole.</p> <p>Volet Environnement – Faune – Flore :</p> <p>Afin de couvrir les périodes propices à l'analyse environnementale de la faune et de la flore sur un cycle annuel complet, et ce dès le printemps 2019, un premier état initial de l'ensemble du site sera lancé pour appréhender les enjeux écologiques et les intégrer dans les conditions d'aménagement.</p>	<p>Marne</p>	
<p>Aménagement d'un parc d'activités écologiquement exemplaire</p>	<p>Reconversion économique du territoire, suite à la fermeture du centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Fessenheim, axée sur des thématiques tranchées :</p> <p>Multi-modale (desserte ferroviaire et fluviale), énergétique et de développement durable (écologie industrielle, nouvelles sources énergétiques), transfrontalière (droit et fiscalité adaptés).</p> <p>Le projet de parc d'activités EcoRhena est « une zone à vocation industrielle et fluviale destinée à accueillir tant des grandes entreprises que des PME ou PMI ». Localisée au Nord de la Centrale nucléaire de Fessenheim, cette zone d'une superficie 80 hectares urbanisables, accueillera des activités industrielles, portuaires et fluviales.</p> <p>Une SEMOP, en cours de constitution, assurera l'exploitation du port actuel Colmar-Neuf Brisach et de 17 ha à bord d'eau dans le parc d'activités EcoRhena destinés à recevoir des équipements spécifiques (terminal ferroviaire, plateforme logistique avec quai, portique colis lourds et bâtiment en blanc notamment).</p> <p>Le projet EcoRhena entend intégrer dès sa conception le développement d'une démarche d'écologie industrielle territoriale. Elle pourra notamment intégrer l'économie circulaire au sein de toutes les réflexions des phases de la vie de la zone d'activité (conception, aménagement, commercialisation et fonctionnement). Par exemple, elle pourra être conçue pour mutualiser le plus grand nombre des services qui seront rendus aux entreprises qui s'installeront sur le site (traitement des eaux, traitement des déchets, station de lavage des poids lourds, locaux sociaux, dispositifs de mobilité, production de vapeur ou de chaleur, service d'entreprises/livraison/formation), ce qui permettra de développer les relations entre elles et d'aller ensuite plus loin dans les coopérations entre ces entreprises. Des boucles de matière et/ou d'énergie pourront être créées entre les entreprises ce qui renforcera leur ancrage dans le territoire, leur compétitivité, optimisera leur consommation de matière et d'énergie.</p> <p>Cela permettra également une optimisation de l'utilisation des espaces disponibles, en mutualisant des infrastructures (parkings, entrepôts, restauration collective...).</p> <p>Afin de diversifier l'offre foncière, le territoire du Pays Rhin-Brisach proposera des terrains complémentaires à ceux du parc d'activités EcoRhena. Il s'agit d'un foncier privé, appartenant à des entreprises implantées de longue date dans la ZIP Nord, représentant environ 150 hectares situés dans un environnement industriel, à bord de voie d'eau et desservis par la voie ferrée.</p> <p>Ces terrains doivent permettre d'accueillir des implantations industrielles intéressées par la multi-modularité de la zone et/ou des futurs partenaires des grands groupes déjà implantés au sein de la ZIP. Le projet d'aménagement de ces terrains entend également intégrer le développement d'une démarche d'écologie industrielle territoriale favorisant l'économie circulaire en lien avec les industries déjà présentes.</p> <p>Pour la globalité du projet EcoRhena, l'exemplarité sera recherchée pour la mise en œuvre de la séquence éviter-réduire-compenser (ERC), afin de minimiser les impacts négatifs des aménagements sur les écosystèmes rhénans et leurs fonctionnalités, voire de rechercher des impacts positifs par des actions de gestion adaptées. Cette séquence s'appuiera en particulier sur des études 4 saisons Faune-Flore.</p> <p>C'est dans ce cadre que les partenaires concernés (DREAL, Alsace Nature, etc.) sont informés et associés à un grand nombre de points d'étapes du projet.</p> <p>Trois scénarii, basés respectivement sur 3 hypothèses de surfaces aménageables sont à l'étude.</p>	<p>Haut-Rhin</p>	 

<p>Favoriser l'implantation de structures innovantes & accélérer leur développement industriel</p>	<p>Le projet de la start up Gaming a pour objectif de créer autour de GAMING ENGINEERING une offre complète qui dans un premier temps sache garantir le succès de cette pépite industrielle Meusienne. Le souhait de son dirigeant, Maxime Grojean, est de pérenniser le développement du territoire en motivant l'implantation d'autres projets innovants correspondant aux cibles stratégiques du territoire.</p> <p>Supporter le développement de la start-up innovante GAMING ENGINEERING pour l'accompagner dans sa mutation ; de Start-up innovante en une PME à forte croissance, et s'appuyer sur le succès de son développement pour en faire une locomotive locale. Soutenue par la Région et le GIP55 pour favoriser la montée en puissance de ses innovations, GAMING ENGINEERING amorce sa mutation de start-up en jeune PME. Pour ce faire elle entre dans une phase d'industrialisation qui va lui permettre de fabriquer sur le territoire GRAND EST des innovations qui sont à destination de l'ensemble des constructeurs automobiles mondiaux.</p> <p>L'entreprise via ce projet et son industrialisation, engage de nombreux investissements dans l'outil industriel, mais également dans la R&D. Le développement de ce projet sera à l'origine de création d'emplois.</p> <p>Les Accompagnements: Accompagnement GIP Objectif Meuse : • Acquisition d'un outil de frappe multi poste en 2018 • Prestation conseil certification IATH 16 949 en 2018 • R&D : Développement et mise au point d'un procédé d'assemblage multi matériaux pour le marché de l'automobile en 2020 • Investissement matériel R&D en 2020 (400 K€) : demande en cours Accompagnement Région Grand Est : • Dispositif Sart'up : Projet MIM Vs FFI en 2019 : subvention de 96 793 € • Investissement matériel pour industrialisation - Phase 1 en 2020, Grand Est compétitivité : subvention de 223 699 € (dossier en cours) Accompagnement pour la partie recrutement (7 apprentis recrutés, 5 en cours + business développeurs en cours) Accompagnement BPI : • Prêt d'amorçage 2020 et Prêt PTZ 2020</p>	<p>Meuse</p>	
<p>Projet H2V (Projet de territoire SAINT AVOLD)</p>	<p>Projet d'usine de production d'hydrogène à grande échelle, par la société H2V, sur le site industriel St Avold.</p> <p>La société H2V a été fondée en 2016 avec l'ambition de produire de l'hydrogène vert avec des installations de grande taille en réduisant les coûts opérationnels afin de gagner en compétitivité et réduire le tarif de vente de l'hydrogène. H2V emploie environ 20 personnes, le siège social est basé à Paris. L'actionnariat d'H2V est composé de deux associés Alain Samson (SAMFI INVEST) et Lucien Mallet (Fondateur ET Président de H2V Product)</p> <p>La société H2V s'est engagé dans une étude de faisabilité dans le cadre du projet de territoire du Warndt Naborien (fiche action inscrite au projet de territoire) et suite à la fermeture de la centrale à charbon Emile Huchet à Saint-Avold.</p> <p>Cette phase d'étude concerne la création d'une unité de production d'hydrogène vert avec injection dans les réseaux de gaz naturels (en partenariat entre l'ADEME, ENGIE, H2V, EDF, GRT GAZ, Communauté d'Agglomération Saint Avold Synergie...)</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de 2 unités de production de 60 MW. • Le projet prévoit un investissement de près de 100 M€ d'investissements prévus et le développement de 30 à 35 emplois pour chacune des unités. • Ce projet s'inscrit dans des usages variés power to gas, mobilité/fret, industriel et stockage. • Maitre d'ouvrage : H2V <p>Enjeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer un projet de transition énergétique ambitieux • Développer des capacités de productions industrielles en hydrogène vert dans le Grand Est 	<p>Moselle</p>	

Défis :  Croissance écologique  Numérique  Industrie 5.0









Engagements :  Agir pour les potentiels humains...  Collectivités engagées, territoires embarqués  Capital de confiance, capital de croissance







<p>Projet MOSAHYC Projet de conversion de canalisations de gaz au transport d'hydrogène pur en Grand Est. (Projet de territoire SAINT AVOLD)</p>	<p>Un contexte général en 4 dimensions : <u>Politique</u> : Des ambitions politiques européennes et nationales qui se confirment pour développer une filière hydrogène-énergie. <u>Réglementaire</u> : La loi Energie Climat donne un droit d'accès aux réseaux de gaz pour les producteurs d'hydrogène renouvelable et bas carbone, sous réserve de garantir la sécurité des ouvrages (novembre 2019) <u>Commercial</u> : Les demandes de raccordement de production d'hydrogène au réseau de transport sont déjà une réalité : Environ 10 demandes d'étude de faisabilité de raccordement reçues, en cours de traitement à ce jour. <u>Européen</u> : Des premiers projets européens illustrent la réalité de la valeur des infrastructures de transport de gaz pour le développement de la filière (projet GASUNIE en Allemagne, conversion d'une canalisation à l'hydrogène, projets de démonstrateurs l'injection d'hydrogène dans les réseaux gaziers en Allemagne avec la société ONTRAS, en Italie avec la société SNAM...)</p> <p>Dans ce contexte, GRT GAZ anticipe l'accueil de l'hydrogène dans son réseau autour d'actions de R&D, d'une coordination de filière et d'un accompagnement de porteurs de projet et autour de projets de démonstrateurs préindustriels. Dans le même temps, GRT Gaz a identifié une opportunité de conversion de canalisations existantes au transport d'hydrogène pur en région Grand Est.</p> <p><u>Objectifs</u> :</p> <p>Ce projet porté par deux opérateurs européens d'infrastructures, GRT Gaz (France) et CREOS (Allemagne - Sarre) à pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'étudier l'opportunité du développement d'un réseau de transport d'hydrogène pur : <ul style="list-style-type: none"> • transfrontalier entre l'Allemagne et la France et proche du Luxembourg • en réutilisant des infrastructures de gaz existantes • De développer un projet d'expérimentation qui s'intègre dans un potentiel futur écosystème hydrogène autour d'infrastructures gazières existantes et de la connexion entre des sites de production des zones de consommation entre la SARRE, le GRAND EST et le LUXEMBOURG. <p>Le point de départ serait l'usine de production d'hydrogène à grande échelle de STAEG SIEMENS « Projet Rellabore », en passant par le site de St Avold- Carling, pour déboucher au Luxembourg.</p>	<p>Moselle</p>	
<p>Projet d'usine de production de Black Pellet de l'Européenne de Biomasse (Projet de territoire FESSENHEIM)</p>	<p>Projet d'usine de production de Black Pellet de l'Européenne de Biomasse Européenne de biomasse a l'intention d'investir entre 50 et 90 millions d'euros à Fessenheim (Haut-Rhin) dans une usine de granules de bois à haut pouvoir calorifique ou "black pellets". Le projet prendrait pied sur la future zone d'activité EcoRhéna dont les 200 hectares au bord du Rhin.</p>	<p>Haut-Rhin</p>	
<p>Hub d'innovation pour la transition énergétique (Projet de territoire FESSENHEIM)</p>	<p>La configuration de ce hub devra notamment favoriser les synergies de compétences avec le territoire afin de contribuer au rayonnement du Rhin Supérieur et de la région Grand Est dans le domaine de la transition énergétique au travers de l'émergence de nouveaux produits, de nouveaux services, de start-ups, de nouveaux projets industriels et de projets de recherche et développement collaboratifs.</p> <p>Le hub aura ainsi naturellement vocation à favoriser les synergies de compétences en région Grand Est et au niveau transfrontalier. Le hub sera conçu comme un lieu d'expérimentations techniques et scientifiques à TRL élevés et il permettra, d'une part, de porter à maturation des technologies et de valoriser de la R&D, et, d'autre part, de réaliser des pilotes industriels et démonstrateurs en conditions réelles pour des premières commerciales et soutenir leur déploiement. L'objectif serait de déployer idéalement ces projets sur EcoRhéna.</p> <p>Il s'appuierait ainsi sur un tissu industriel d'ETI, de PME, de start-ups et de grands groupes, avec une forte contribution du monde académique et des laboratoires de recherche de la Région Grand Est (in primis l'UHA) et des pays transfrontaliers (via notamment le Campus Européen Eucor), et des écosystèmes d'innovation au niveau régional (SATT, Instituts Carnot, incubateurs, pôles de compétitivité, réseaux French Tech), mais également amplement sur le réseau des 16 Instituts de la Transition Énergétique et Instituts de Recherche Technologique</p>	<p>Haut-Rhin</p>	
<p>PROJET VAL'M (Projet de territoire FESSENHEIM)</p>	<p>Projet VAL'M - de technocentre de valorisation des métaux à Très Faible Activité issus des sites de production nucléaire. Plusieurs dizaines de millions d'euros et une centaine. Deux sites en compétition : Fessenheim et Tricastin. EDF choisira d'ici janvier 2021 son site d'implantation.</p>	<p>Haut-Rhin</p>	

<p>PROJET VAL'M (Projet de territoire FESSENHEIM)</p>	<p>Projet VAL'M - de technocentre de valorisation des métaux à Très Faible Activité issus des sites de production nucléaire. Plusieurs dizaines de millions d'euros et une centaine. Deux sites en compétition : Fessenheim et Tricastin. EDF choisira d'ici janvier 2021 son site d'implantation.</p>	Haut-Rhin	
<p>COLBERT 4.0 (Pacte Ardenne)</p>	<p>Sur la base du projet COLBERT 4.0 porté par Ardenne Métropole, généraliser l'action sur un soutien à l'ingénierie de projet « territoire d'innovation régional » Le projet COLBERT 4.0, démarche d'opportunité en réponse aux contraintes de la crise et volonté d'initier et développer des projets collaboratifs initiés par les entreprises et accompagnés par des équipes projets pluri disciplinaires au service du territoire.</p>	Ardennes	
<p>PROTONTHERAPIE</p>	<p>D'abord créée pour soigner les tumeurs à l'œil, cette technologie s'est ensuite répandue pour traiter d'autres cancers. Elle limite les effets secondaires notamment grâce aux rayons de protons qui agissent seulement sur la tumeur préservant les cellules saines. Il existe aujourd'hui trois centres en France, à Orsay en Ile-de-France, à Nice et à Caen. La région Grand Est est une des régions les plus touchées par le cancer, avec 31.900 nouveaux cas par an. Elle est la troisième région pour sa surmortalité par cancer. Le Grand Est peut se positionner pour accueillir le quatrième centre de protonthérapie français pour lutter contre le cancer.</p>	Grand Est	
<p>Accélérer la mise en œuvre du Parc'Innov (Territoire d'industrie Vitry-le-François - Saint-Dizier - Bar-le-Duc et bassin de Joinville)</p>	<p>L'objectif de Parc'Innov est de créer un écosystème interdépartemental, structurant et renforçant l'attractivité de ses territoires ruraux d'accueil.</p> <p>Parc'Innov sera dédié à l'implantation d'activités technologiques et industrielles innovantes répondant aux besoins de CIGEO et de ses territoires de proximité dans les domaines de la transition numérique (usine du futur), de la transition énergétique (sobriété, économie circulaire,) et de la transition environnementale (circuit court, recyclage, valorisation des coproduits, réduction des rejets,).</p> <p>Le parc se veut être l'expérimentation d'un modèle d'écologie industrielle territoriale en milieu rural basé sur les bioressources, respectueux de ses populations et de son environnement.</p> <p>En termes de développement économique, en offrant de nombreux services mutualisés, le parc permettra aux entreprises implantées d'accroître leur compétitivité pour le maintien et la création de valeur et d'emplois locaux. Ce parc d'activités accueillera des bâtiments industriels ou des plateformes technologiques ouvertes aux entreprises (unités de prod, ateliers, zone d'entreposage ...) ainsi que des bâtiments tertiaires.</p> <p>A ce jour il s'agit de réaliser une étude permettant de préciser au mieux les contours techniques et financiers du projet, mais aussi son schéma de gouvernance afin de travailler à la fois au financement et à l'aménagement de cet ensemble, tout en proposant un mode de commercialisation le plus pertinent.</p>	Haute-Marne	     
<p>Datacenter souverain de proximité en Alsace du Nord (Territoire d'industrie)</p>	<p>Création d'un Data Center souverain de proximité, innovant et de faible consommation énergétique, afin de répondre aux besoins en termes de stockage (sauvegarde), sécurisation, traitement de l'information et analyse de données en temps réel, exprimés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les industriels évoluant dans et vers le 4.0 & les enseignants-chercheurs Les équipements industriels connectés génèrent de plus en plus de données qu'il faudrait savoir analyser et interpréter pour en tirer un maximum de valeur ajoutée (ex : maintenance prédictive) Les enseignants-chercheurs ont besoin d'analyser des données de façon dynamique pour élaborer des modèles algorithmiques pouvant apporter une plus-value aux industriels Les TPE, PME, artisans, collectivités <p>L'innovation réside en partie dans l'étendue de la gamme de services informatiques que l'outil pourrait offrir aux entreprises et aux collectivités locales. Cela représenterait clairement un facteur d'attractivité pour le territoire</p>	Alsace du Nord	

Défis :  Croissance écologique  Numérique  Industrie 5.0

Engagements :  Agir pour les potentiels humains...  Collectivités engagées, territoires embarqués  Capital de confiance, capital de croissance

<p>Expérimentation de l'extraction de lithium dans le cadre de la valorisation des énergies renouvelables dans la perspective d'une autonomie locale et nationale pour l'approvisionnement en lithium (Territoire d'industrie)</p>	<p>La présence d'eaux géothermales de températures particulièrement élevées en Alsace du Nord, découvertes par des études des sous-sols menées par ES a fait émerger un intérêt pour l'installation de centrales géothermiques. Celles-ci pourront alimenter en énergie les industries du nord de l'Alsace (à l'exemple de la centrale de Rittershoffen, en exploitation depuis 3 ans, qui alimente le site de production de Roquette de Beinheim) et inciter d'avantage d'industriels à s'installer sur le territoire de par l'avantage d'une énergie stable et non intermittente dans la durée.</p>	<p>Alsace du Nord</p>	
<p>Projet Mobilisation Hydrogène pour la Régulation, l'Assurance au réseau et la mobilité – MHYRABEL (Territoire d'industrie)</p>	<p>A court-terme, le projet souhaite expérimenter la mobilité hydrogène en installant, dès 2020, une station de production et de distribution d'hydrogène associée à une flotte réduite de véhicules (3 Kangoo ZE) proposée en autopartage aux collectivités locales et aux administrés du territoire. Cette phase d'amorce sera l'occasion pour le territoire de s'approprier ce nouveau vecteur énergétique. Des actions de sensibilisation et de pédagogie seront ainsi mises en place au cours de la période 2020 – 2022. La phase d'amorce permettra en outre d'expérimenter l'autopartage en milieu rural via le développement d'un logiciel spécifique basé sur les besoins du territoire. A moyen terme (2025), le projet vise l'installation d'infrastructures lourdes avec 3 stations-services positionnées sur l'axe Longwy – Thionville alimentant une flotte variée de véhicules légers, bus, bennes à ordures ménagères ou encore camions. Des contacts ont été initiés avec plusieurs acteurs locaux (CMI, TRANSDEV, CDC, TGL, ST2B,...). Enfin, à long-terme (horizon 2030 – 2035), le projet vise la mise en place d'un véritable « hub » énergétique centré sur l'hydrogène en vue d'adresser différents usages tels que la mobilité, l'injection de gaz dans les réseaux, les services au réseau ou encore la cogénération via les piles à combustibles.</p>	<p>Pays Haut</p>	 
<p>Campus des métiers et des Qualifications Excellence GE (Territoire d'industrie)</p>	<p>Le consortium a été construit pour répondre de manière efficace et ciblée aux enjeux de la formation de talents à l'usage des pratiques du digital et du numérique pour l'industrie et les territoires Grand Est. Les formations cibles concernent l'accélération des talents de CAP à Bac+8. CaMéX-IA Grand Est a l'objectif affiché d'irriguer notre territoire de talents formés à la transformation digitale dans l'industrie et dans la construction.</p>	<p>Moselle</p>	
<p>ECLOR - le territoire intelligent ou la Smart City à taille humaine (Territoire d'industrie)</p>	<p>La communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette souhaite se doter d'une plateforme de smart city adaptée au milieu péri-urbain afin de sensibiliser aux enjeux du développement durable et du changement climatique, de contribuer à la réduction de la facture énergétique territoriale, de renforcer l'attractivité économique et la cohésion sociale par le développement de services innovants et la mise à disposition de données territoriales.</p>	<p>Pays Haut / Val d'Alzette</p>	 
<p>La forge de demain – MANOIR INDUSTRIE (Territoire d'industrie)</p>	<p>L'action a pour ambition de participer activement à l'évolution de l'image de ces professions afin d'attirer de nouveaux talents et collaborateurs et ainsi préserver et déployer le savoir-faire de la métallurgie dans nos territoires. Les objectifs sont d'explorer et de développer des solutions innovantes que ce soit dans les procédés, les données et la formation afin de répondre aux attentes et besoins de la filière métallurgique sur le territoire.</p>	<p>Moselle</p>	
<p>Technocentre CETIM - Technocentre Industrie du Futur dédié aux LIGNES/ SYSTEMES DE PRODUCTIONS 4.0 (Territoire d'industrie)</p>	<p>Développement d'un Technocentre d'envergure nationale dédié à l'appropriation manufacturière de la Data, du Connecté et des technologies de contrôle innovantes pour l'optimisation des processus opérationnels, visant la différenciation par la qualité/performance produits. Le Technocentre mettra à disposition un environnement technologique composé d'équipements et de compétences permettant aux PME/ETI de découvrir, développer et tester les nouvelles technologies avant déploiement dans leurs usines.</p>	<p>Haut-Rhin</p>	 

Augmentation de capacité via la mise en place d'une unité de séchage par valorisation de chaleur fatale (Territoire d'industrie)	Ce projet conjugué à la fois une ambition industrielle d'amélioration du process et de réduction de coûts, tout en contribuant à la trajectoire TEPos de réduction de la consommation d'énergie à l'échelle du territoire. Techniquement, le projet consiste en la mise en place d'un sécheur en ligne de CSR (Combustibles Solides de Récupération) utilisant de la chaleur fatale, permettant d'augmenter la consommation de CSR en substitution de combustible fossile, en gagnant sur la qualité des CSR.	Meurthe-et-Moselle	
Création d'un centre national du réemploi de matériels d'entretiens des routes (Territoire d'industrie)	Entreprise d'insertion et industrielle qui souhaite s'investir ensemble sur une expérimentation ambitieuse d'économie circulaire et solidaire. Leur projet est de créer sur Toul un centre national de reconditionnement de matériel d'occasion conjuguant des objectifs : • Industriels (industrialisation du process de remanufacturing et consolidation du positionnement de l'entreprise sur le marché en croissance du matériel d'entretien d'occasion). • Environnementaux (le projet vise la collecte, le reconditionnement et la revente de matériels d'occasion et s'ancre donc explicitement dans la transition écologique et l'économie circulaire). • Solidaires (afin de répondre aux besoins de compétences non satisfaits sur les métiers de la maintenance de véhicules d'entretien, le projet intègre une dimension ambitieuse d'insertion et de qualification).	Meurthe-et-Moselle	 
Développement d'équipements pour le stockage et la liquéfaction d'hydrogène - FIVES CRYO (Territoire d'industrie)	Le projet consiste à développer 2 produits à forte valeur ajoutée nécessaires dans la liquéfaction, le transport et le stockage de l'hydrogène. Il s'agit d'échangeurs thermiques, ainsi que de pompes cryogéniques et de surmonter 3 défis : la température très basse (-253°C), la pression (900 bars), et l'étanchéité. Fives Cryo va travailler avec ses partenaires académiques existant (ex. EEIGM, Institut Jean Lamour, Université de Lorraine) pour développer ces technologies.	Vosges	
Maille 4.03 (Territoire d'industrie - AUBE)	Ce projet a pour objet de transformer l'activité industrielle de Petit Bateau et de dynamiser l'écosystème du textile aubois autour de la création du pôle Maille 4.03. Ce projet s'inscrit dans un contexte d'une ambition renouvelée du groupe Yves Rocher pour la marque Petit Bateau et son site historique. Volonté de faire du site un site 4.0 : une thèse est en cours avec l'UTT sur l'ordonnancement de l'atelier et un appui de Grand E-nov a été sollicité pour bâtir une feuille de route. Volonté de dynamiser l'écosystème du textile aubois en créant un pôle d'excellence Maille 4.03 autour d'une feuille de route partagée couvrant les enjeux suivants : • Attirer les stylistes et start-ups liés au textile, • Rendre la filière éco-responsable, • Renforcer les performances industrielles et commerciales, • Redensifier la filière, • Communiquer sur « Troyes Capitale de la Mailles 4.03 ». Action pilotée par Petit Bateau et Business sud Champagne, mise en œuvre 2020-2022.	Troyes	 

Défis :  Croissance écologique  Numérique  Industrie 5.0

Engagements :  Agir pour les potentiels humains...  Collectivités engagées, territoires embarqués  Capital de confiance, capital de croissance

12 propositions de simplification et d'expérimentation

A l'issue du Grand Débat National, le Président de la République a exprimé sa volonté d'ouvrir « un nouvel acte de décentralisation adapté à chaque territoire » afin de répondre au besoin d'une plus grande proximité de l'action publique et d'accroître les décisions prises au plus près des citoyens. Ainsi, un projet de loi mettant en oeuvre une nouvelle

étape de la décentralisation, notamment par un recours accru à la différenciation sera examiné par le parlement.

Dans le cadre du processus d'élaboration du Business Act, plusieurs contributions, lors des réunions des différents groupes thématiques, sont apparues dans un esprit de simplification administrative, de plus grande clarté de l'action publique et de responsabilisation avec la suppression de doublons de compétence Etat – Collectivité.

Ainsi, un travail de recensement de ces propositions de simplification administrative/législative a été conduit par le cabinet PwC et Adit. L'analyse fait ressortir des apports dans quelques domaines principaux comme le logement, les mobilités, la transition écologique, la fiscalité, la santé, le BTP.

C'est pourquoi, les propositions émises par les groupes thématiques qui ne peuvent pas faire l'objet d'une mise en oeuvre avec les dispositifs réglementaires, juridiques ou techniques existants vont être traduites dans des fiches-actions spécifiques. Ces documents seront rédigés au cours de l'été et seront transmis au gouvernement pour examen. Dès lors le travail mené, au niveau régional, pourra nourrir le débat national sur la loi 3D et d'éventuelles mises en oeuvre en Grand Est.

1. Industrie Manufacturière

Expérimenter sur la région l'adaptation des règles de l'activité partielle pour permettre au salarié en activité partielle d'effectuer des actions de formation et/ou de tutorat auprès des apprentis et alternants de son entreprise.

2. Relocalisation, stratégie d'achats et circuits d'approvisionnement

Expérimenter un fonds souverain Etat-Région qui puisse intervenir simplement et à grande échelle en fonds propres/quasi-fonds propres au capital des PME/ETI avec une logique d'investisseur public et des règles de gestion spécifiques.

3. Mobilités

Expérimenter des syndicats de transport pilotant et coordonnant l'ensemble des offres intermodales, compétitives, irriguant tout un territoire élargi et ses habitants, faisant sens en termes de bassin de vie quotidienne et simplifiant l'organisation des déplacements.

4. Compétence Achat des cantines de Lycées à la Région

Expérimentation, dès 2021, du transfert de la compétence achats pour les cantines des Lycées pour booster les circuits de proximité et l'agriculture bio

5. BTP

Mener une expérimentation sur l'aide à la modernisation verte du parc matériel (engins de chantier...) par la mise en place en région Grand Est d'une mesure fiscale de suramortissement pour renouvellement des engins de chantier vers des technologies plus respectueuses de l'environnement.

6. Santé

Accélérer le déploiement expérimental de nouvelles solutions de télémédecine en mettant en place des dispositifs de « fast track » permettant une instruction et une validation plus rapides des solutions innovantes dans la santé (avec une attention particulière pour les projets de déploiement de la télémédecine et des dispositifs médicaux de télésuivi).

7. Start-up

Créer une gestion des identités uniques pour simplifier la vie des entreprises (cf. FranceConnect, dispositif « dites-le nous une fois »).

8. Liens européens

Créer un statut transfrontalier pour les stagiaires, les étudiants et l'ensemble des apprenants/alternants.

9. Liens européens

Harmoniser les calendriers académiques entre pays voisins.

10. Liens européens

Uniformiser, dans la Grande Région (Grand Est et territoires voisins) des PTRAs des poids lourds avec les autres pays frontaliers et généraliser les autorisations des convois exceptionnels sur les réseaux autoroutiers.

11. Sylviculture - bois

Préparer une nouvelle démarche d'investissement forestier intégrant une simplification de l'accès aux aides et en impliquant les citoyens et les entreprises du territoire, en s'appuyant sur les professionnels agréés (ONF, experts forestiers, techniciens forestiers indépendants, coopératives forestières...) pour l'accompagnement technique.

12. BTP

Réduire les délais dans les procédures d'urbanisme/ autorisation des ICPE et plus généralement assurer une mise en oeuvre rapide de la loi ASAP et de ce qu'elle permet pour le secteur du BTP (dès promulgation). Expérimenter sur des sites pouvant bénéficier du statut de « sites industriels clés en main », rapidement mobilisables.

CONCLUSION



Conclusion

Alors que la France et le Monde ont connu l'une des pires crises sanitaires, économiques et sociales de ces 70 dernières années, la région Grand Est et l'Etat font le pari de l'intelligence territoriale.

Le Business Act Grand Est est la traduction d'un nouveau cadre de coopération entre autorités publiques sur le territoire, basé sur la confiance.

Elaboré grâce à la mobilisation de plus de 1 000 acteurs de la région, le Business Act Grand Est impulse une dynamique nouvelle, balise des trajectoires et fixe un cap et une ambition partagés.

S'attachant à relever les trois défis du « monde de demain », que sont les transitions écologique, numérique et industrielle, en s'appuyant sur trois engagements clairs, le Business Act Grand Est constitue un nouveau pacte économique et social, mobilisateur et fédérateur.

En réussissant ensemble les transformations et les transitions de ce siècle, cette démarche est le meilleur chemin pour affirmer le Grand Est, faire rayonner sa singularité et son exemplarité et redonner de l'espoir en l'avenir aux femmes et aux hommes de ce territoire plein d'audace, au cœur de l'Europe.



ANNEXES



Les 22 groupes thématiques

Groupe	Nom et fonction du Président	Rapporteur Région	Rapporteur Etat
Atouts et attraits du Grand Est : Haute qualité humaine, savoirs faire spécifiques, ESS...	Emmanuelle BEYER Directrice de CAP ENTREPRENDRE	Catherine ZUBER Présidente de la Commission Engagement et citoyenneté Région Grand Est	François BOUYER Haut commissaire à la lutte contre la pauvreté
Industrie manufacturière du futur : entreprise agile, nouveaux produits et nouveaux débouchés	Thierry JEAN Président de la société PRECI 3D, Président d'AERIADES	Isabelle HELIOT COURONNE Conseillère régionale Région Grand Est	Hervé GERIN Sous-préfet Saint Dizier
Sport	Agnès LEHAIR Présidente de METZ TRIATHLON	Jean-Paul OMEYER Vice-Président Région Grand Est	Benoît VIDON Sous-préfet Verdun
Nouvelles organisations du travail (télétravail, temps partagé...)	Benoît MERCIER Président de l'Agence de développement de la Marne et Ardennes Développement	Elsa SCHALCK Vice-Présidente Région Grand Est	Stéphanie MARIVAIN Sous-préfète Haut Marne
Relocalisation, stratégie d'achats et circuits d'approvisionnement	Marc BAUDEN Vice Président de PSA	Sylvain WASERMAN Conseiller régional Région Grand Est et Vice Président de l'Assemblée nationale	Philippe NICOLAS Directeur Grand Est
Agriculture, viticulture, alimentation (agro-ressources)	Cyril BESNARD Directeur commercial groupe SIEBERT VOLAILLES	Pascale GAILLOT Vice-Présidente Région Grand Est	Frédéric CARRE Sous-Préfet Brie
La coopération public/privé pour relever les défis de la recherche en Grand Est	Caroline DREYER Présidente de SATT CONECTUS	François WERNER Vice-Président Région Grand Est	Brigitte JAMART Déléguée régionale à la recherche et à la technologie pour la région Grand Est (DRRT)
Compétences et nouvelle lecture des talents	Joseph PUZO PDG d'AXON' CABLE	Valérie DEBORD Vice-Présidente Région Grand Est	Laurent LEVENT Directeur adjoint Directeur Grand Est
Culture, filières créatives et rayonnement	Matthieu DUSSOUILLEZ Directeur général de l'OPERA NATIONAL DE LORRAINE	Pascal MANGIN Président de la Commission Culture Région Grand Est	Sophie PAGES Sous-préfète de Sedan
Tourisme et attractivité	Pierre SINGER Directeur général du PARC DE SAINTE CROIX	Jackie HELFGOTT Président de la Commission Tourisme Région Grand Est	Christophe DUVERNE Sous-préfet Sarrebourg Chateaux-Salins
Approches innovantes en santé	Séverine SIGRIST CEO & CSO de DEFYMED	Véronique GUILLOTIN Conseillère régionale Région Grand Est et sénatrice	Cédric VERLINE Sous-préfet de Commercy
Mobilités	Marc BECKER Président de SCHAEFFLER France et Pôle de compétitivité Véhicules du Futur	David VALENCE Vice-Président Région Grand Est	Matthieu BLET Sous-Préfet de Lunéville

Les 22 groupes thématiques...suite

Groupe	Nom et fonction du Président	Rapporteur Région	Rapporteur Etat
Nouveaux liens européens et transfrontaliers	Roland THEIS Secrétaire d'Etat aux affaires européennes du Land de Sarre	Jean-Luc BOHL Premier Vice-Président Région Grand Est	Thierry HEGAY Sous-Préfet de Thionville
Biodiversité, impact environnemental et énergétique : opportunités de croissance et d'emploi	Ludmila GAUTIER Directrice Générale Adjointe ÉS Strasbourg	Christèle WILLER Vice-Présidente de la transition énergétique et de l'environnement Région Grand Est	Jérôme BETTON Directeur régional Grand Est de l'ADEME
Startup, technologies de rupture	Maxime VALETTE Président Reims Business Angel - Le Bloc SAS - et plusieurs start up	Remy SADOCCO Conseiller régional Grand Est	Alban STAMM BPI France
Économie du numérique, intelligence artificielle	Ulf NEHRBASS CEO Luxembourg Institute of Health	Thibaut DUCHENE Conseiller régional Grand Est	Christian MICHALAK Sous-Préfet de Haguenau
Sylviculture, bois et chasse	Cécile CANTRELLE Présidente de Alsapan	Daniel GREMILLET Conseiller régional Grand Est et sénateur des Vosges	Benoît FABBRI Directeur Adjoint DRAAF Grand Est
Commerces et circuits de distribution (hors alimentaire)	Alexandre MACHET PDG magasins non alimentaires et prêt-à-porter	Nicole MULLER-BECKER Vice-Présidente Région Grand Est	Benoit ROCHAS Sous-Préfet de NEUFCHATEAU
Nouvelles chaînes de valeur et adaptation des filières	Etienne LEROI Directeur Général de N. SCHLUMBERGER	Xavier ALBERTINI Vice-Président Région Grand Est en charge de la prospective	Mireille HIGGINEN Sous-Préfète de Rethel
BTP et économie de la construction	Georges LINGENHELD Vice-Président du Conseil de Surveillance du Groupe Lingenheld	Christine GUILLEMY Vice-Présidente Région Grand Est	Jérôme GIURICI Directeur adjoint, DREAL Grand Est
Synergie des territoires, organisation territoriale et nouveaux services publics	Gilbert DORE Directeur Régional Grand Est de La Poste	Franck LEROY Vice-Président Région Grand Est	Carole MILBACH Sous-Préfète de Toul
Bio économie, Bioénergies	Christophe SUSSAT Président de Valtris Champlor	Philippe MANGIN Vice-Président Région Grand Est	Elisabeth SEVENIER MULLER Sous-Préfète de Vitry-le-François

Groupe	Nom et fonction
Recherches de nouvelles marges de manœuvre budgétaires	Marc SEBEYRAN Vice-Président Région Grand Est Jean-François GUILLAUME Conseiller Régional Grand Est - comission des finances Jean-Luc WARSMANN Conseiller Régional Grand Est et Député des Ardennes Laurent BURCKEL Conseiller Régional Grand Est

Groupe Contact

Animateurs

Lilla MERABET

Vice-Présidente déléguée à la Compétitivité, Innovation & Numérique / Région Grand Est

Blaise GOURTAY

Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes / Préfecture de la région Grand Est

Experts

François CUNY

Directeur Général délégué à l'innovation / INRIA

Jean-Noël de GALZAIN

Président / Hexatrust

Agnès HUSSHERR

Clients, Market & Innovation Leader / PwC France

Benoit LEGUET

DG / i4ce

Arno PONS

DG / Fondation Digital Newdeal

Gilles RABIN

Directeur de l'innovation / CNES

Dominique VERNAY

VP de l'Académie des technologies / Paris-Saclay

Thierry WEIL

Fondateur / La Fabrique de l'Industrie

Secrétaires

Sylvain DORSCHNER

DG / Grand E-nov

Jacques Lallement

Chargé de mission / Préfecture de la région Grand Est

Membres

Frédéric ALBRES

Responsable Grands Comptes Logistique Marketing / IGL - Groupe Kingsway

Arno AMABILE

Chef du service économique de l'Etat en Région / DIRECCTE GrandEst

Christophe BACHMANN

PDG / Noremat

Pierre-Etienne BINDSCHIEDLER

PDG / Soprema

Nicolas CARBONI

Directeur Général Adjoint à l'attractivité / Région Grand Est

Thierry CHAPUSOT

PDG / Pharmagest

Stéphanie CHEVALIER

DG / Mecasem

Jean-Michel DEVEZA

Délégué Régional Grand Est / EDF

Patrick FRANÇOIS

Banque des Teritoires / Directeur Régional

Benoît GALLIX

Directeur Général / IHU de Strasbourg

Daniel HAGER

PDG / Hager

Anne LEITZGEN

PDG / Schmidt Groupe

Martine MACK

DG / R-GDS

Marie-Josée NAVARRE

Experte mobilités et ferroviaire

Viviane NEITER

GPC

Danièle QUANTIN

ArcelorMittal / DRH Quality for Global R&D

Aurore SAINTIGNY

Calinescence / Fondatrice

Laurent SINGER

Parc de Sainte Croix / Fondateur

Fabrice URBAN

PDG / QUIRI

Comité des Sages

CCEF

Manou MASSENEZ

Présidente / Conseillers du commerce extérieur de la France - Comité Alsace

CESER

Didier RISSIER

Secrétaire Général / CESER

Patrick TASSIN

Président / CESER

Consulaires

Maximin CHARPENTIER

Président / Chambre Régionale d'Agriculture

Dominique KLEIN

Secrétaire Général / Chambre régionale des Métiers et de l'Artisanat

François MAZIERE

Directeur Général / CCI Grand Est

Gilbert STIMPFLIN

Président / CCI Grand Est

Filières

Benoît BASIER

Président / Filière Textile (Mode et Luxe)

Marc BECKER

Président / Filière Automobile

Bruno DELETRE

Président / Fédération bancaire Grand Est

Gilles DUMONT

Président / Fédération du commerce et de la distribution

Frédéric FOURNET

Président / Filière Chimie et Matériaux

Angélique GUILLEMINOT

Présidente / Filière Agroalimentaire

Thierry JEAN

Président / Filière Aéronautique

Sacha JUNG

Délégué Général / Filière Bois

Aurélia LE ROUX

Déléguée Générale / Filière Plasturgie

Organisations d'employeurs

Bruno ARCADIPANE

Président / MEDEF Grand Est

Christian BRETHON

Président / UIMM Grand Est

Paul HENRY

Président / Union des Entreprises de Proximité Grand Est (U2P)

Maurice KAROTSCH

Président / CAPEB

Etienne MALHER

Président / CPME Grand Est

Patrick ROBINOT

Délégué Général / MEDEF Grand Est

Organisations syndicales

Alain KAUFFMANN

Secrétaire Général / CFTC

Alain MONPEURT

Président / CFE CGC

Denis SCHNABEL

Secrétaire Général / CGT

Alexandre TOTT

Président / FO

Dominique TOUSSAINT

Secrétaire Général / CFDT

Les assistances à maîtrise d'ouvrage ont été :



Plus d'informations sur
www.grandest-ba.fr

Préfecture de région Grand Est

5, place de la République
67073 Strasbourg Cedex

www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est

Région Grand Est

1, place Adrien Zeller
BP 91006
67070 Strasbourg cedex

www.grandest.fr